

Rapport de la MINUSMA: Une tendance baissière sur les atteintes aux droits de l'Homme!

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VEBDREDI 02 SEPTEMBRE 2022

1173

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le capitalisme aux abois

Parce qu'il n'y aura plus de « nouvel âge d'or »



Lancement du projet SIGRH : L'antidote de la fraude ?



Conflit russo-ukrainien : Vers le rétablissement du mur de Berlin ?



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

01 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

991

Nouveaux cas confirmés

50

Nouveaux guéris

15

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

550 653 Vaccinations incomplètes

1 645 117 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 462

Guéris

30 484

Décès

739

dont 104 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.18



P.22



P.31



/ Une /

Le capitalisme aux abois : Parce qu'il n'y aura plus de « nouvel âge d'or »

P.5

/ Brèves /

Guinée Équatoriale : Un ex-ministre détenu pour avoir critiqué le président

P.17

Économie : Le FMI accorde un soutien de 1,3 milliard à la Zambie pour sa dette

P.17

Égypte : Un pétrolier a bloqué le canal de Suez à cause d'une avarie

P.18

Affaire des 49 soldats ivoiriens : Le plaidoyer des artistes Yodé et Siro

P.18

Renforcement de Capacités : L'Association Ankatronics s'engage en faveur des orphelins et enfants des militaires et paramilitaire

P.19

APR-MALI : Le conseil de sécurité de l'ONU renouvelle l'interdiction de voyager et le gel des avoirs en vertu des sanctions contre le Mali

P.19

Tigré : Offensive militaire "conjointe" Ethiopie-Erythrée contre le Tigré, selon les rebelles

P.19

/ Actualité /

Commune rurale de Bancoumana : 1 030 100 FCFA d'irrégularités financières rectifiées par le régisseur

P.21

Coopération militaire : Quand le partenariat Mali-Russie fait des émules sur le continent

P.22

Rentrée Scolaire : Les cours débiteront le 3 octobre 2022

P.24

Le centre de recherche Point Sud : 25 ans de rigueur scientifique célébrés !

P.25

/ Politique /

Plainte du Mali contre la France devant l'ONU : La médiation du Sénégal rejetée par le COREMA

P.27

Lancement du projet SIGRH : L'antidote de la fraude ?

P.28

Sécurisation des personnes et des biens : La MODELE MALI encourage la poursuite des efforts

P.30

Rapport de la MINUSMA : Une tendance baissière sur les atteintes aux droits de l'Homme !

P.31

/ Culture & société /

La mosquée de Djenné à... Fréjus !

P.33

/ International /

Angola : Le deuxième mandat du président semé d'embûches

P.34

A Venise : Un documentaire sur le fascisme italien qui tombe à pic

P.35

Conflit russo-ukrainien : Vers le rétablissement du mur de Berlin ?

P.36

/ Sport /

Zimbabwe : La Fifa sanctionne pour harcèlement sexuel un responsable de l'arbitrage

P.37

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

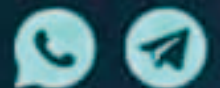
• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Le capitalisme

aux abois **Parce**

qu'il n'y aura plus de

« **nouvel âge d'or** »

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a tenu du 27 au 29 Aout 2022, à Kidal son congrès extraordinaire. Ce rendez-vous a été le moment pour le MNLA de remettre à nouveau sur la table plusieurs sujets mis en veilleuse depuis un moment. Le mouvement a ressuscité son premier objectif qu'est l'indépendance du territoire de l'Azawad mais aussi lancé un appel à la fusion des groupes armés face à un Accord d'Alger qui ne répond plus aux exigences du moment.

Sans une remise en cause profonde, le Système capitaliste, dont nous sommes en grande majorité fruits de l'enseignement, il faut le reconnaître, est à bout de souffle. Il a atteint ses limites et ne peut plus continuer avec le Continent Africain dans une pauvreté effroyable alors qu'il est l'un des détenteurs des plus grandes réserves de ressources minières et pourvoyeur de matières premières.

DU CAPITALISME A L'IMPERIALISME

L'individualisme est le socle de l'économie capitaliste. Chacun doit travailler et se faire le maximum de richesses. Mais pour créer de la richesse, il faut la combinaison des facteurs de productions résumés essentiellement en deux choses : l'argent et le travail. Le premier facteur, donc l'argent ou encore le capital a eu **plus de considération** que le second et a

donné son nom au système : **le CAPITALISME.**

Le capitalisme consacre ce qu'on appelle le « **libéralisme économique** : l'initiative privée, la liberté d'entreprise, de s'installer dans le lieu de son choix (accords de l'OMC), de fixer ses prix, de commercer comme on veut, c'est-à-dire les conditions de la vente, de consommer ce qu'on veut, etc ». Dans le cadre des lois et règles fixées et /ou convenues, la seule limite, c'est le marché, qui est le principal "régulateur" par le jeu de "l'offre et de la demande".

En système économique socialiste, **les priorités économiques du pays** sont déterminées par l'Etat dans le cadre d'un Plan. Ainsi l'Etat est le principal "régulateur". D'ailleurs, quand c'est lui qui conduit la production et / ou la fabrication, il fixe les prix sur tout le territoire.

L'impérialisme est inhérent au capitalisme dont il est le stade suprême selon les cours de philosophie consacrés au « Marxisme – Léninisme ».

Selon le dictionnaire, "L'impérialisme est la **politique d'un pays qui cherche à conserver ou à étendre sa domination sur d'autres peuples ou d'autres territoires. Les visées d'expansion d'un régime impérialiste peuvent se faire directement ou par l'intermédiaire de sphères d'influence. Le colonialisme est une forme d'impérialisme** ».



Par **sphère d'influence**, on pourrait citer les Associations, Fondations, ONG et autres Organismes Sans But Lucratif (OSBL). En effet, ces OSBL sont généralement financés par des pays impérialistes. Ils constituent des « bras armés » de l'impérialisme à la recherche d'un « visage humain ». De nos jours, ils sont de plus en plus des canaux utilisés pour le financement de la déstabilisation du continent.

Avez-vous vu en Afrique des ONG Chinoises, Indiennes, Irlandaises, Russes, ou Turques ? Rarement, puisqu'ils paraissent moins impérialistes que les Occidentaux.

Le continent Africain compte plus d'ONG que tous les quatre autres continents réunis. C'est un des signes de la paresse et de la mendicité internationale.

Les capitalistes n'aiment pas beaucoup le terme impérialisme, parce qu'il a une connotation inhumaine, d'exploitants humains. La recherche tous azimut du profit fait de l'impérialiste, un « inhumain », un « sauvage » capable d'ôter des millions de vies pour atteindre ses objectifs de profits.

Qu'ont-ils fait les milliers de morts, d'orphelins, de veuves, de mutilés, de violés, de déplacés et de réfugiés du Burkina Faso, de la Libye, du Mali, du Niger, de la RDC, etc ? **Leur seul tort est d'être à des endroits où les impérialistes cherchent à contrôler d'énormes ressources minières.**

Le capitalisme est le système économique adopté par beaucoup de pays. Il a phagocyté

son rival, le système socialiste, qui pour lui, l'individualisme ne peut pas faire le bonheur de tout le monde, mais plutôt le communautarisme ou le collectivisme.

LE SYSTEME ECONOMIQUE "D'AVANT" EN AFRIQUE

La richesse provient de **l'exploitation, de l'exercice d'un métier, une profession, une activité** : agriculture, artisanat, fabrication, les services, etc.

La création de richesse en Afrique était **essentiellement fonction du travail**. Les outils de production : agricole, d'élevage, de pêche, artisanale, n'étaient pas mis en avant, certainement en raison de leur mode d'obtention et / ou du caractère rudimentaire.

Pour l'Africain, seul le travail est libérateur, il donne à l'Homme sa dignité, son indépendance, et peut l'affranchir de l'esclavage et tout autre asservissement.

Ainsi la question centrale de l'existence se résume à : **comment combiner les facteurs de production, pour s'en sortir, d'abord individuellement, créer plus de richesse pour toute la communauté, en un mot comment faire pour se développer ?**

Telle est l'équation du développement que l'Homme a tout temps cherché à résoudre.

Bien entendu, dans le temps et dans l'espace, les différentes races n'ont pas apporté la

même réponse à cette équation.

En Afrique, la réponse est sans équivoque, le développement est essentiellement une question de travail. La résolution de l'équation du développement donnait la primauté au travail. La traduction de cette conception du développement en langage mathématique donne cela : Revenu ou Croissance ou Développement représentée par la lettre Y

$$Y = F(L, K)$$

Cela signifie simplement que le Revenu qui provient d'une Production soutenue durablement, aboutissant au Développement dépend de deux facteurs : essentiellement le travail L, accessoirement l'outil de production qu'on pourrait appelé capital économique k.

Dans cette conception, un agent économique, sans beaucoup de moyens, par le travail crée beaucoup de richesses, se met à l'abri du besoin, porte assistance aux autres membres de la communauté, qui se développe ainsi. C'est en travaillant plus, qu'on produit beaucoup, pour en stocker et se doter encore plus en outils de production, pour encore produire plus.

L'activité économique était organisée autour de la famille qui constituait la cellule économique ou "l'Unité de base du tissu économique". La famille pourrait être considérée une « entreprise familiale ».

En Afrique, on ne connaissait pas le chômage, car chacun exerçait le métier de la famille. : agriculteurs, arboriculteurs,

éleveurs, pêcheurs, guérisseurs (médecin) forgerons, commerçants, dioula, etc. Il n'existait pas non plus de prisons en Afrique, puisqu'il était impensable que quelqu'un puisse être paresseux, au point de ne pas pouvoir travailler et aller prendre la production de l'autre. Le respect des valeurs sociales constituait une sorte de « prison individuelle ».

La mendicité était également inconnue des Africains, Les malades et les cas de déficiences naturelles étaient gérés grâce à la solidarité communautaire.

La solidarité et l'entraide étaient des « piliers du système économique » de sorte que les excès de domination ou d'exploitation étaient des faits rares.

C'est de la sorte qu'en Afrique, les grandes familles d'Agriculteurs, Arboriculteurs, Pêcheurs, Eleveurs, constituant une sorte de "bourgeoisie rurale", Artisans, Guérisseurs "médecins", etc procédaient et ont fait le bonheur du Continent, jusqu'à l'arrivée des ENVAHISSEURS.

"L'EQUATION DU DEVELOPPEMENT" EN ECONOMIE CAPITALITE

La cellule familiale demeure toujours la base de l'activité économique. Toutes les Entreprises, multinationales soient-elles, de nos jours, sont d'abord des créations d'une famille. Un des "malheurs du monde", c'est l'invention de l'argent comme "instrument de paiement", de dénouement des transactions. Avec la monétisation de l'économie, la richesse est créée par la combinaison essentiellement du capital et accessoirement du travail. L'équation est inversée, la primauté est donnée au capital, puisqu'il faut de l'argent pour acquérir les outils de production. Ceux-ci ne cessent d'être complexes pour répondre à de grands niveaux de production et de fabrication.

En langage mathématique, cette conception de création de la richesse, donc du développement donne l'équation suivante : Revenu ou Croissance ou Développement représentée par la lettre Y $Y = F(K, L)$.

Cela signifie simplement que le Revenu qui

provient d'une Croissance soutenue durablement, aboutissant au Développement est fonction de deux facteurs : d'abord le capital et le travail

Le capital, c'est l'argent, comment est-il devenu prioritaire ? Il permet d'acquérir tous les outils de production et de fabrication et de payer les rémunérations des travailleurs.

Sans argent, l'agriculteur ne pourrait pas acheter de charrues, de bœufs de labour, de tracteurs, etc. Il en est de même pour toutes les activités.

Il paraît donc logique que les apporteurs de capitaux bénéficient en premier lieu des fruits de l'exploitation.

Mais qui sont – ils ces apporteurs de capitaux ? Sans doute, les initiateurs de l'affaire sont les premiers apporteurs de capitaux. Ils sont suivis par les prêteurs, notamment les banques qui ont accepté d'apporter leurs concours.

Ces dernières sont les premières à être payées sur les « recettes de l'exploitation » tandis que les propriétaires sont payés sur les « fruits de l'exploitation », c'est-à-dire les bénéfices.

La place de l'argent dans la résolution de l'équation du développement est telle qu'en l'absence de capital, il est quasiment impossible de pratiquer une activité créatrice de richesse. Il faut donc avoir de l'argent, quelle que soit la manière ou la source.

Les grands capitalistes, les impérialistes, « marchands d'esclaves, exploitants humains », sont allés jusqu'à dire que "l'argent n'a pas d'odeur, ni de couleur", l'important c'est de l'avoir.

Le "corps humain est hors de commerce", depuis l'abolition de l'esclavage. Mais il revient par la fenêtre à travers "l'industrie du sexe", impudiquement imposée à tous les impôts et taxes au nom du « principe de l'autonomie du droit fiscal ». En effet, les « Professionnels du Sexe (les P.S) la nouvelle appellation », contribuent au budget des pays capitalistes. Qu'est – ce – qu'on ne ferait pas pour avoir de l'argent ?

La corruption, l'escroquerie, les abus de confiance, l'enrichissement illicite, etc prennent des proportions exponentielles.

Aujourd'hui ce sont ces mêmes impérialistes qui osent nous parler de "blanchiment de capitaux" en qualifiant de "sales, l'argent provenant de la drogue, de la corruption, de la prostitution et du terrorisme".

Sans faire de l'apologie du terrorisme, on n'ose pas dire ou du moins, on ferme les yeux sur le fait que ceux-là qu'on appelle « terroristes » sont quelque part, des victimes du système, que les impérialistes manipulent aisément.

Le livre de Pr Issiaka A. SINGARE et Dr Choquel. K. MAIGA « Les rébellions au nord du Mali, des origines à nos jours », EDIS juin 2018 et celui du Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, Président de la Transition du Burkina Faso « Armées Ouest-Africaines et Terrorisme : Réponses Incertaines ? », 2021, Edition les 3 Colonnes, Paris, sont d'excellentes références bibliographiques pour la compréhension et les tentatives de solutions des problèmes de terrorisme au Sahel.

Comme quoi le "ridicule ne tue pas" dit-on, les Lois des Hommes ne sont que des "Lois du plus fort". Les notions de légalité, de justice et d'égalité sont très relatives, ce qui était inacceptable hier pourrait être aujourd'hui le bienvenu.

Le travail, c'est l'agencement des outils acquis avec le capital. Il pourrait être de l'effort physique et / ou intellectuel. Il est devenu le coup relégué au troisième plan, en raison de la priorité aux deux premiers apporteurs de capitaux.

Exercice d'une activité ou l'exploitation = Combinaison du Capital et du Travail.

L'activité peut être la production agricole, la fabrication artisanale ou industrielle.

Donc : on peut dire que :

Production et / ou Fabrication = Combinaison du capital et du travail ou mathématiquement $Production\ et/ou\ Fabrication = Capital + Travail$

Quand on vend la production et/ou la fabrication (sur le marché), on obtient la richesse gagnée de l'exploitation. Autrement dit, on applique le prix de vente à la quantité produite ou fabriquée, on a le montant de l'argent tiré de l'exploitation.

Production et/ou Fabrication en argent = Quantité produite et/ou fabriquée (Q) multipliée par le prix de vente (PV).

Cet argent doit être suffisant pour :

- Rembourser la banque et les intérêts ou loyers de l'argent emprunté.

- Faire face aux liées à l'exploitation : matières premières, électricité, eau, carburant, maintenance, entretiens et réparations des outils

de fabrications, etc.

- Payer les salaires des travailleurs,
- Ce qui va rester, appartient aux propriétaires : c'est ce qu'on appelle le bénéfice, qui est la richesse tirée de l'exploitation.

La production et/ou la fabrication vendue n'est pas la richesse. Cela est très important, il ne faut pas confondre la production et/ou la fabrication vendue à la richesse créée :

- Production et/ou Fabrication en argent (donc vendue)

- Montant total des matières premières achetées

- Montant total des frais de fabrication

- Montant total des salaires

= Bénéfice : richesse créée qui appartient aux propriétaires de l'exploitation.

Ainsi le principe posé, le capitalisme depuis le 18ème siècle n'a pas encore rencontré beaucoup de difficultés. Les matières premières étaient disponibles en grandes quantités.

1. L'esclavage a permis de faire travailler GRATUITEMENT des millions de noirs dans les champs pour produire des matières premières : coton pour les textiles, l'élevage pour les cuirs et peaux, arachides, riz, blé pour l'agro-industrie, l'arboriculture pour les bois et les meubles. etc.

2. Les colonies servaient de réservoirs de matières premières pour les pays industrialisés. Les travaux forcés ont permis de produire des

matières premières, de construire des Chemins de fer, des routes, des ports, pour l'acheminement des matières produites.

La production et la fabrication vendues étaient très largement suffisantes pour rembourser les banques et payer les intérêts.

La grande difficulté a été la réglementation du travail des ouvriers et la rémunération. Puisque le système donne la priorité au capital sur le travail, afin de maximiser le bénéfice, les employés étaient payés à des salaires très minables, sans possibilités de congés d'aucune sorte.

Les grands exploitants ont tellement cherché du bénéfice, qu'ils ont oublié que les employés ne sont pas que des charges qui diminuent le bénéfice, mais les salaires aussi sont un pouvoir d'achat qui permet découler la fabrication. Ce qui a conduit à la première grande crise du capitalisme causée par la mévente. Minablement payés, sans argent, les Entreprises n'arrivaient pas à vendre les quantités fabriquées. Les niveaux de développement atteints par les pays occidentaux aujourd'hui ont été rendus possibles grâce l'argent provenant de la vente des dizaines de millions d'esclaves pendant des siècles d'une part et d'autre part le travail gratuit des esclaves et des travaux forcés dans les colonies.

Il est évident qu'il n'est pas logique de vouloir faire le procès du passé avec les règles de droit d'aujourd'hui, mais il ne fait aucun doute

que beaucoup d'occidentaux continuent à manger du sang Africain dans leurs assiettes, puisqu'ils continuent de récolter les fruits des infrastructures sous lesquels reposent des cadres des millions de noirs Africains.

LES INDEPENDANCES : LE CAPITALISME "HERITE" DU COLONISATEUR.

Il convient de noter que les indépendances n'ont pas été accordées de gré par les colonisateurs. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique, venue en sauveur de l'Europe, a exigé les indépendances des colonies.

C'est que l'on peut lire dans le livre de Jean ZIEGLER « Le Pouvoir Africain », Edition du Seuil 1971 – 1979, à la page 15 :

« Les anciennes puissances tutélaires (France, Angleterre, Belges), affaiblies par la Deuxième Guerre mondiale, soumises au diktat du capital hégémonique nord-américain, sont obligées d'accorder une indépendance formelle aux bourgeoisies compradores qu'elles ont mises en place au cours de cent cinquante ans de domination coloniale ».

Les Etats Unis qui ne détenaient pas de colonies en Afrique et n'avaient pas été servis lors du « nouveau partage du continent », à la Conférence de Berlin, venaient ainsi de remettre en cause la répartition du continent entre les puissances coloniales Européennes.



Que recouvrent donc ces indépendances ? Ce sont des indépendances de façades, « c'est le système impérialiste contemporain ». Les pays nouvellement indépendants héritent ainsi d'un capitalisme dont ils ne comprennent même pas le sens et dont les acteurs principaux sont les multinationales des pays occidentaux présentes dans les anciennes colonies.

Pour éviter toute situation conflictuelle entre « l'impérialisme premier nord-américain » et les « impérialistes secondaires européens », il est convenu que : « Le capital nord-américain peut laisser à l'impérialiste secondaire français, par exemple, la tutelle sur telle ou telle protonation d'Afrique... ». La protonation, du grec protos signifie « rudimentaire, primitif ».

Au final, pour les Occidentaux, les pays d'Afrique ont une « indépendance formelle », au fond ils ne sont pas indépendants et ne l'ont jamais été. On comprend ainsi aisément pourquoi les Occidentaux croient que les pays d'Afrique sont leurs « propriétés », donc le Mali est entrain de faire une sorte de rebelle pour se soustraire de cette « propriété ». Il faut le contenir à tout prix, avant que cela ne débouche sur une contagion.

Pour eux la démocratie, telle eux ils la pratiquent, n'est pas pour l'Afrique, nos Présidents, c'est eux qui les mettent en place. Les Droits de l'Homme, sont encore moins pour l'Afrique, c'est pourquoi les maltraitements contre les Africains, les tueries de Noirs n'ont pas assez d'échos auprès d'eux.

Dans ces conditions, c'est tout simplement pitoyable de voir les Hommes politiques Africains entrain de défendre les « valeurs démocratiques occidentales ». L'Afrique doit trouver son système politique.

LE CAPITALISME « POST-ESCLAVAGE » ET « POST-INDEPENDANCES ».

Dans une publication intitulée « L'après FCFA ne s'improvise pas, cela se prépare », parue dans le Magazine BUSINESS AFRICA N°146 du mois d'Avril 2017, nous écrivions que tous les « Blancs » ne sont pas esclavagistes, colonialistes ou impérialistes ». Ceux à la conscience « humainement supérieure » ont aidé à l'éveil des peuples noirs, à l'abolition de l'esclavage, la fin de la colonisation et l'avènement des in-

dépendances des colonies. Ils continuent de lutter pour les « droits civiques de opprimés » dans le monde.

Mais force est de reconnaître que face à la cruauté, la sauvagerie des impérialistes, on a tendance à confondre « tous les Blancs dans le même sac ».

L'abolition de l'esclavage et les indépendances des pays tiers-monde vont poser deux gros soucis au capitalisme qui vont fortement impacter négativement les bénéficiaires : les problèmes d'approvisionnement en matières premières et la fin de la gratuité du travail.

Après plus de deux cents ans d'industrialisation, beaucoup de pays sont en manque de ressources et matières premières. Il faut se tourner vers pays arabes, l'Amérique latine et surtout l'Afrique.

Les tentatives d'apporter des solutions pérennes à ces deux problèmes expliquent les déstabilisations, les guerres sans fin, bref, le "monde est à feu et à sang". Comme des pyromanes, ils allument des feux partout et s'invitent en sapeurs-pompiers pour éteindre les incendies, avec un Colonel à leur tête qui s'appelle le « machin de New York ».

DES DEFIS "EXISTENTIELS" AUXQUELS LE SYSTEME EST CONFRONTE.

De nombreuses statistiques démontrent que non seulement au niveau individuel, l'argent ne fait toujours le bonheur, mais aussi, au niveau systémique le capitalisme est bout de souffle. En effet, le capitalisme présente d'importantes fissures qui remettent en cause son avenir, sa survie, dont on peut citer entre autres :

6.1. La probabilité de l'épuisement des matières premières et de ressources minières. C'est le premier défi à relever par tous les systèmes économiques. Nous l'avions déjà écrit dans une publication parue dans les Échos Hebdo N°1548 du 28 juin 2019, intitulée « Les enjeux économiques de la crise. Tôt ou tard la situation que nous vivons devrait arriver au Mali ».

La « guerre pour le contrôle des ressources », a été déclenchée depuis la démonstration par les frères Meadow et Randers du M.I.T, dans un Rapport d'étude établi sous le titre « Les limites de la croissance » en 1972 sur l'initia-

tive du « Club de Rome ». « La croissance capitaliste n'est pas tenable. D'une part les ressources naturelles constituant les matières premières et les sources d'énergie sont épuisables, quand bien mêmes certaines sont renouvelables. D'autre part, elle aboutira à un désastre écologique », concluent-ils les Ingénieurs du M.I.T.

Dans les perspectives d'une telle guerre, les « Usines d'Armement » tournent à plein régime. Elles fabriquent toutes sortes d'armes : classiques, atomiques, chimiques ou bactériologiques, etc. La robotisation est à outrance, dans un futur proche, des machines « iront faire la guerre à la place des hommes ». Des virus sont créés et stockés. On va jusqu'à imaginer un continent Africain dépeuplé et le « monde serait semble-t-il un paradis ».

Les plus forts, dans leurs certitudes perdent de vue qu'il arrive souvent que « le plus faible prenne le dessus sur le plus fort ». En effet, il arrive que la grenouille se saisisse de la tête du serpent, elle souffle de l'air dans son ventre jusqu'à l'éclater. De même, il peut arriver qu'une biche puisse éventrer un lion avec ses cornes, ajuste le trou béant jusqu'à la mort du fauve. Puisque les scientifiques reconnaissent qu'il existe un infini grand (+ l'infini) et « infini petit (moins (-) l'infini), ils sont conscients de leurs limites. Il ne fait aucun doute que l'Afrique est entrain de prendre progressivement le dessus sur les impérialistes qui lui infligés les plus inhumaines atrocités. L'Afrique n'a pas fermé ses portes à l'accès aux matières premières et ressources minéralogiques à qui ce soit. Ses filles et ses fils disent non aux méthodes anciennes

Mais voilà, l'Impérialiste est très gourmand, c'est un éternel « affamé de profits », un vrai fauve, toujours en manque de nourritures, le mot « partage » fait partie des mots du dictionnaire qu'il ne connaît pas ou qu'il comprend à sa façon « partager des profits, des dividendes ». Il veut s'accaparer de tout.

En Afrique, nous sommes naturellement de bons cœurs. Nous ne connaissons pas la vengeance. Malgré ce passé très douloureux dont on ne cesse de découvrir la profondeur, l'Africain n'est pas animé par le moindre esprit de vengeance.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, même le Président Nelson MANDELA, arrivé au pouvoir après 26 ans de prison, de traitements dégradants, a cultivé le pardon et la

paix. S'adressant aux Noirs Africains, il dit « Vous pouvez pardonner, vous ne pouvez pas oublier ».

Ce « pacifisme de l'Africain » est compris par les impérialistes comme de la faiblesse. Parce que l'Afrique n'a pas réclamé d'une seule voix, le remboursement des dizaines de milliers de milliards de dollars « de travail gratuit de nos grands parents ? »

Alors, vous avez, désormais devant vous, un mur de fermeté. A tous ceux qui veulent travailler avec les Africains dans un esprit de partenariat « gagnant – gagnant », vous êtes les bienvenus, sinon vous dégagez.

6.2. L'incapacité du système à relever des défis existentiels.

Tous les grands pays Occidentaux connaissent de sérieux problèmes que l'on pourrait imputer, en partie, aux dérives du système capitaliste. Au niveau microéconomique et individuel, le défi du capitalisme est la résorption du chômage de plus en plus grandissant et qu'aucun pays n'arrive à maîtriser, les suicides dans les Entreprises, les « Sans Domiciles Fixes », les fouilleurs de poubelles, sont autant d'exemples qui démontrent que le système ne pas fait le bonheur de plus en plus de millions de personnes.

Au niveau macroéconomique, les défauts de paiements enregistrés ça et là, en Europe, Amérique latine, les difficultés rencontrées par certains Etats des Etats Unis, presque au bord de la faillite, les cas des « gilets jaunes » en France, sont autant d'exemples qui démontrent à suffisance les « abois » d'un système de plus en plus décrié.

6.3. Les alertes des grands intellectuels et chercheurs Occidentaux.

De nombreux adeptes du capitalisme, de l'économie de marché, ont tiré l'alerte en démontrant de graves distorsions et dysfonctionnements. Nous choisissons de présenter trois qui sont :

Joseph E. Stiglitz, « Quand le capitalisme perd la tête », paru en 2003 aux Editions FAYARD, Paris. Universitaire, ancien Conseiller du Président Clinton, ancien Vice-président et économiste en Chef à la Banque Mondiale, le Prix Nobel d'économie dénonce le « libéralisme sans limites ». Le libéralisme (tout court) pourrait signifier la « société libérale » qui englobe : le libéralisme économique et toutes

les autres formes de liberté, d'expression, politique, les droits des individus etc.

Il met en évidence les dérives de la « financiarisation de l'économie ». Traitant de « l'asymétrie de l'information financière », il présente l'utilité des normes comptables et les rôles des experts-comptables dans les pages 169 à 177.

« Certains soutiennent que le capitalisme et la grande société anonyme moderne n'auraient pas pu apparaître en l'absence d'experts-comptables fiables, capables de donner une image à peu près juste de la valeur nette et des profits d'une firme. Sans cette information, comment pourrait-on estimer cette valeur ? »

Les bonnes pratiques comptables et les certifications des commissaires aux comptes réduisent les « asymétries de l'information, et améliorent le fonctionnement des marchés de capitaux. Malheureusement dans les deux dernières décennies, les forces œuvrant en faveur de l'exactitude de l'information ont été systématiquement sapées »

Jean ZIEGLER, « La honte de l'empire » paru en 2008 aux Éditions Fayard, ancien Conseiller à la Banque Mondiale, Professeur à la Sorbonne, Dans ce livre, le grand intellectuel, altermondialiste dépeint les dérives des multinationales, des Institutions de Bretton Woods et du système Onusien. Homme de terrain, il décrit avec une certaine violence et cruauté, la pauvreté qu'il a observé à travers le monde : en Afrique, Asie, dans les Favelas en Amérique latine. Il pointe en filigrane, du doigt sur les Institutions de Bretton Woods, une simple volonté permettrait de réduire significativement les souffrances sur la planète.

L'observation des centaines de millions de personnes travaillant dans des conditions insoutenables dont une grande majorité d'enfants, de la planète à feu et à sang, pour le contrôle des ressources, donc l'accroissement des profits attestent à suffisance la cruauté de l'impérialisme.

MOYO Dambisa, « L'aide fatale ou Dead Aid » paru en Septembre 2009, Éditions J.C Lattès, Paris. L'économiste Zambienne est une ancienne Consultante de la Banque Mondiale, ancienne employée de la Banque Goldman Sacks, au sein de l'équipe chargée de la dette internationale.

Dans ce livre, elle soutient que l'aide interna-

tionale a eu un effet négatif sur l'Afrique. Se fondant sur des statistiques, elle arrive à la conclusion que les pays Africains ont reçu ces 50 dernières années, plus de 2 000 milliards de dollars. Au bilan, ce sont les plus grands bénéficiaires qui ont affiché les plus bas taux de croissance et les taux élevés de pauvreté. Quel paradoxe !!! Elle conclut que l'Afrique devrait travailler à réduire progressivement l'assistance des pays développés.

Nous concluons que si les politiques publiques d'aides au développement en général et les Institutions de Bretton Woods ont aidé à la reconstruction de l'Europe dévastée par la guerre et de relancer leurs économies, elles semblent travailler au maintien de l'Afrique dans la pauvreté afin de mieux asseoir la dominance de l'impérialisme.

DES REFORMES PROFONDES DU SYSTEME.

Il est de la responsabilité des acteurs du système capitaliste d'y apporter les réformes qu'ils jugent nécessaires.

C'est aux Africains de chercher leurs propres voies et de nouer des relations économiques, financières, politiques, culturelles et sportives avec toute nation qui accepte ces voies.

7.1. Nécessité de « modèles économiques appropriés » en Afrique

Nous l'avions déjà écrit dans une publication intitulée « Calamités, crises, dépressions, récessions et résilience économique : la nécessité pour les pays Africains de mettre en place de bons systèmes de gestion et d'institutions fortes » parue dans le Bi-Hebdomadaire Mali Tribune N°116 du juin 2020.

Il est mis dans la tête des Africains, qu'ils sont en retard, « en voie de développement ». Le développement n'est pas une course avec un terminus pour tout le monde, encore moins sur une seule route. Chacun a sa voie du développement. La Chine, l'Iran, la Russie, la Turquie, etc, ont choisi des voies différentes.

Non, l'Afrique n'est pas « en voie de développement » derrière aucun pays. Elle se développe à son propre rythme. Pour cela, elle a la liberté du choix de ses partenaires. Et elle se développera, puisqu'elle d'abord les matières premières nécessaires, d'importantes res-



sources minières et les ressources humaines en quantité et en qualité.

Des indépendances à nos jours, chaque pays a essayé différents modèles économiques dont on cite :

Le modèle Ghanéen du Président Kwamé KRUMA, avec son Conseiller spécial le Prix Nobel d'économie William Arthur LEWIS. Selon de nombreuses statistiques sur le développement économique, le Ghana était mieux classé que la Corée du Sud en 1963.

Après une longue traversée de désert le Président J.J RAWLING a relancé le développement économique avec un modèle qui retient l'attention des chercheurs en sciences sociales.

Le Président Modibo KEITA a appliqué un modèle qui a, sans doute, retenu l'attention des Maliens : un modèle d'industrialisation basé sur des entreprises publiques, adossé à une monnaie nationale.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, (NEPAD), de l'anglais New Partnership for Africa' Development de l'ancien Président du Sénégal Me Abdoulaye WADE, est un ambitieux « projet de développement à l'échelle continentale gr) ace à des infrastructures ».

Le Rwanda du Président Paul KAGAME affiche un modèle comparable au modèle de SINGAPORE et qui fait de plus en plus l'unanimité. Le seul bémol de ce modèle réside dans le financement de l'économie avec des « visées

impérialistes » sur la RDC. Le Président Rwandais dont les Africains ont apprécié les prises de position fermes contre la France, apparaît de plus en plus comme un maillon de l'impérialisme occidental.

Le Mali, d'aujourd'hui, en affirmant sa « indépendance politique », son « indépendance militaire et sécuritaire » doit nécessairement mettre en place un « modèle économique » pour assurer son indépendance économique, consolidant ainsi les deux premières et accéder à la « souveraineté nationale ».

Le pays doit être capable de satisfaire une grande partie des besoins des populations en biens de consommations et services par la production et la fabrication locales. C'est le seul moyen de réduire sa dépendance économique à l'extérieur et de garantir la souveraineté nationale.

7.2. En matière de mines, ressources forestières et halieutiques.

La complémentarité de l'Afrique avec les impérialistes est presque parfaite. Les pays dits riches détiennent des capitaux et généralement des technologies, l'Afrique a ses sols et sous-sols. Dans une Société En Participation, (S.E.P), le Capital Social qui pourrait libérer en numéraires et en nature, serait formé par :

1. les apports en capitaux par les deux associés ou actionnaires,
2. les apports en nature sous formes de ma-

chines et autres matériels,

3. les superficies exploitées, pouvant constituer des apports de l'Etat,

4. les « Réserves minières valorisées », pouvant constituer des stocks apportés par l'Etat
Le partenariat « gagnant – gagnant » consistera à répartir équitablement tous les revenus tirés de l'exploitation minière ou forestières et halieutiques. Les ressources halieutiques sont formées essentiellement des Ports maritimes.

7.3. Dans les autres domaines économiques

L'industrialisation du continent, un impératif, cela doit être une volonté politique comprise par tous les Dirigeants de tous nos pays. L'Afrique doit cesser de compter et de vivre avec les productions et fabrications d'autres pays.

La construction des infrastructures routières et ferroviaires, l'industrialisation est impossible sans les investissements indispensables structurant le développement comme les routes, les infrastructures énergétiques, de santé, scolaires et universitaires, etc. doivent

7.4. Dans les domaines politiques

L'Afrique doit cesser de se faire diriger par des Présidents « choisis d'autres » et non élus par ses populations. Beaucoup de nos Présidents sacrifient, à contre-cœur, leurs sœurs et

frères, parce qu'ils sont esclaves de leurs modes de désignations.

Ils font pitié, parce que quand on pacte avec le diable, gare à toi s'il perd de vue ton ombre. On ne peut pas refuser de faire ce que veulent les pays étrangers qui ont aidé à accéder au pouvoir.

La conception de notre système politique nous incombe. Nous l'avons toujours dit, le suffrage universel direct ne convient pas à l'Afrique. L'électeur doit connaître son candidat, Maire, Député, Président, notamment sa moralité à travers son passé, son parcours, ses réalisations.

Avec un taux d'analphabétisation élevé, comment voulez-vous que l'électeur d'une extrémité du pays connaisse un candidat originaire de l'autre extrémité? Les Partis politiques mal structurés incapables d'occuper tout le territoire national n'arrivent pas à faire le relais.

Dans ces conditions, le suffrage universel indirect convient le mieux. Les populations, à la base, élisent des représentants régionaux, et les élus régionaux qui ont une visibilité nationale élisent le Président de la République.

C'est ce que font des grandes démocraties comme les Etats Unis, la Chine, l'Iran, etc mêmes si des Occidentaux dans la volonté d'imposer leur hégémonie trouvent que certains pays ne sont pas démocratiques. Il est impératif de sortir du « suffrage universel direct ».

En conclusion, la survie du capitalisme passe par le partenariat « gagnant – gagnant ». Mais c'est une évidence, que personne ne se trompe, les impérialistes ne changeront jamais.

L'Afrique doit tirer les leçons du passé et construire ses propres modèles politiques économiques et de société. Les modèles doivent prendre appui sur des fondamentaux suivants:

Premier fondamental : la prise en charge du passé douloureux et le refus de toute forme de domination. L'Homme noir est celui qui a subi le plus d'atrocités sur la planète. Les douleurs participent à l'éveil des consciences. Le nationalisme et le patriotisme ne naissent pas ex-nihilo. C'est l'aboutissement d'une histoire partagée, généralement très douloureuse.

Ce passé doit être le « socle » de nos modèles. L'Afrique refuse d'être recolonisée, elle refuse

d'être exploitée indéfiniment, il n'y aura plus jamais de nouvel « âge d'or du capitalisme ». Tout pays qui ne comprendrait pas cela court à sa perte. Il se ferait expulser lui-même du continent comme quelqu'un qui se mélange les pieds dans un tapis et tombe tout seul.

C'est exactement le cas de la France, qui gagnerait à préserver mieux sa grandeur en oubliant définitivement le Mali ou en adoptant une approche totalement nouvelle. Par son arrogance, son mépris et le racisme dans ses anciennes colonies, elle a été obligée de quitter le Mali, donc de se faire expulser elle-même.

Son comportement, de plus en plus pitoyable, désespérant vis-à-vis de notre pays, se trouve à la lisière de la dignité.

Deuxième fondamental : le panafricanisme, faire de l'unité africaine une réalité. La fin de l'apartheid a marqué la fin de la « colonisation formelle » du Continent. Le combat le plus difficile sans doute, parce qu'il n'a pas de fin est la « décolonisation économique ». L'Afrique doit sortir du « diktat » économique des impérialistes.

Dans ce combat pour la « liberté économique » les impérialistes occidentaux doivent savoir, qu'avec la jeunesse Africaine d'aujourd'hui, totalement décomplexée assumant le poids de l'histoire, le panafricanisme grandissant, qu'on ne combat plus un seul pays Africain, mais l'ensemble du continent, du Cap Guardafui en Somalie, (à l'extrémité Est) au Cap Vert (extrême Ouest) et du Cap Bon en Tunisie (extrême Nord) au Cap de Bon Espérance en Afrique (extrémité du Sud).

Les Africains ont compris que la liberté et l'indépendance totales du continent passent par l'effacement, dans leurs têtes, des centaines frontières fictives (qui les opposent), tracées à la règle par les impérialistes.

Mais Messieurs les impérialistes, si vous êtes développés, très bien !!!, Restez chez vous, pour bien profiter de ce confort. Pourquoi venir déranger, sans scrupule, les Africains dans leur vie paisible, surtout qu'on ne vous chasse pas, mais simplement de traiter avec le continent dans le respect réciproque et dans un « partenariat gagnant – gagnant » ?

Troisième fondamental : la prise de conscience des dirigeants et la responsabilité collective.

Culturellement communautaire, chaque Afri-

cain doit avoir constamment à l'esprit que la réussite et d'abord collective et qu'aucun sauveur au monde ne viendra faire le bonheur des Africains à leurs places.

En plus de soixante (60) années d'indépendance, qu'est-ce qu'on n'a pas miroité au Continent ? Plus de « 2000 milliards de dollars d'Aides » selon MOYO Damsi dans « l'Aide fatale », avec comme résultat un « élargissement de la pauvreté ».

Quelle est l'image que l'Africain a de l'Occidental, y compris ceux-là mêmes qui semblent acquis à leur cause?

Hier il était respecté en raison de l'avancée technologique et surtout de la cohérence des idées, des actes et des faits. De nos jours, c'est l'image d'un menteur, un manipulateur, un méprisant, un arrogant et surtout un irrespectueux des vies humaines.

Quatrième fondamental : l'engagement populaire.

Des faits nouveaux démontrent à suffisance que, jamais plus rien ne sera comme avant. D'abord des centaines de millions de filles et de fils du continent assument sans complexe le passé esclavagiste et colonial et défendent fièrement les intérêts de la mère – Afrique. D'ailleurs c'est une fierté pour eux de savoir que ceux-là qui se disent développés l'ont été grâce aux matières premières volées, brigandées, pillées gratuitement et au travail non rémunéré de leurs grands-parents, arrières grands-parents et ancêtres.

Quelque part, l'Afrique n'a-t-elle pas subventionné le développement des pays occidentaux ?

Ensuite un fait réconfortant est que, mêmes des filles et fils du Continent qui ont appris ce système et qui y vivent, ne partagent plus jour après jour les comportements et agissements dégradants des impérialistes sur leur continent, en relation avec l'extrême pauvreté de leurs sœurs et frères.

Parce qu'en Afrique, la réussite est d'abord collective avant d'être individuelle. /

Siné DIARRA

Expert-Comptable

Enseignant de Comptabilité de finances et d'Audit

Tel : 66 89 69 69 / 76 89 69 69.

Site :

Forces Armées Maliennes



JEUX MILITAIRES INTERNATIONAUX D'ALGERIE 2022 : Le Mali occupe la 5ème place de sa catégorie

La 8ème édition des jeux militaires internationaux, des troupes aéroportées, qui s'est déroulée en Algérie, du 16 au 26 août 2022, a pris fin. Une section du 33ème régiment des commandos parachutistes a représenté le Mali à ces jeux militaires internationaux.

La cérémonie de clôture a eu lieu au complexe militaire de Blida en présence des chefs de délégations et des troupes des pays participants. Etaient aussi présents des ministres, des responsables militaires et civils. Elle a été présidée par le Chef d'Etat Major de l'Armée Nationale Populaire d'Algérie, le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Cet événement de haut niveau est organisé par la Fédération de Russie depuis 2015. C'est la première fois qu'il a été délocalisé en Algérie. Seize pays ont pris part à cette 8ème édition : la Russie, le Mali, la Chine, l'Algérie, le Soudan, le Vietnam, le Vénézuéla, le Tadjikistan, l'Inde, le Congo, le Kyrgystan, le Nicaragua, le Bélarus, la Syrie, l'Usbekistan et le Burkina Faso.

Au cours de la compétition les pays participants ont été repartis en deux catégories. A la différence de la deuxième catégorie, la première catégorie a participé à toutes les épreuves prévues. L'Algérie a occupé la première place de la première catégorie et la Russie classée aussi première de la deuxième catégorie. Malgré le manque de préparations adéquates notre pays s'est classé 5ème de la deuxième catégorie et 9ème au classement général.

Le chef de la délégation malienne, le Lieutenant-Colonel Moustaphe Sangaré, a justifié ce résultat : « le Mali n'ayant pas eu toutes les informations n'a pas pu participer à toutes les disciplines à savoir l'épreuve de conduite du BTR 60 et l'épreuve de l'Art Martial Mixte (MMA) qui ont fait qu'on a été victime de quelques pénalités. Pour une première participation ces résultats sont encourageants. Je félicite les membres de l'équipe pour leurs efforts ».



www.camfoot.com



Répondant aux critiques de Jean Bruno Tagne sur le management appliqué par Samuel Eto'o à la Fécafoot, Ernest Obama a laissé entendre que

l'ancien directeur de campagne du patron du football camerounais serait frustré. Directeur de campagne de Samuel Eto'o en marge de l'élection du 11 décembre 2021, Jean Bruno Tagne n'apprécie pas les changements menés par le président de la Fédération camerounaise de football qui vient d'obtenir une rallonge de la durée de son mandat....

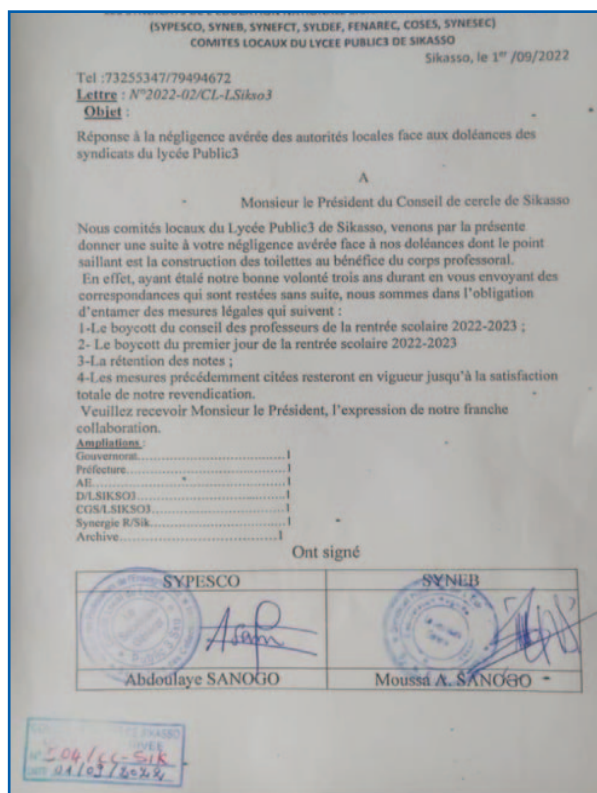
Samprin Bob



Bon vous voyez? Pendant que des vautours détournent le fonds social du PT alloué à la réhabilitation des infrastructures scolaires, la rentrée scolaire est menacée dans cet établissement faute de toilettes pour les enseignants

Samprin, il faut que les criminels qui ont détourné nos sous payent walaye.

Abdoulaye Kone et Issiaka Malien Lamda aye kouma daïii.



Kassim Traoré

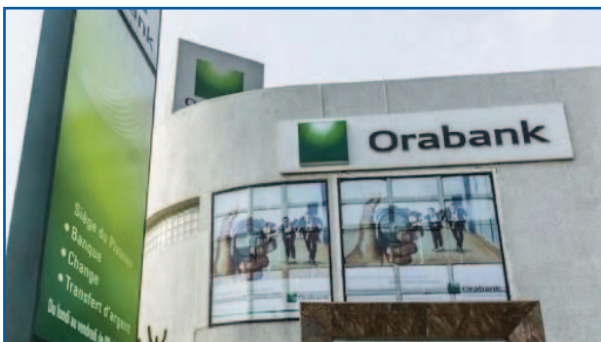


La rentrée scolaire est prévue le 03 Octobre 2022 sur toute l'étendue du territoire national. Selon le ministre de l'éducation, la rentrée scolaire 2022/2023 se fera en deux phases : le 16 Septembre pour l'administration scolaire (ouverture des académies, CAP et écoles) et le 03 Octobre pour les élèves (reprise effective des cours).

Financial Afrik



Lomé, 01 Septembre 2022 – Oragroup, Holding du Groupe Orabank et Orabank Sénégal mobilise, avec un pool bancaire constitué également de la CBAO Groupe Attijariwafa bank, Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS) et Société Générale Sénégal (SGBS),



Jeune Afrique



Le prix du kilo d'oignons au Sénégal a connu un pic historique courant août avant de se stabiliser avec l'ouverture du marché aux importations. À l'approche du Magal, la plus grande fête religieuse de la confrérie mouride, les tarifs restent élevés. Une situation préoccupante



Pape Diouf



A tous mes fans, proches et collaborateurs. J'ai eu le plaisir de vous annoncer que j'ai été désigné ambassadeur de la grande fondation African Community and Conservation Foundation. Cette entité lutte pour la préservation de l'environnement en général et j'ai été désigné pour vulgariser et participer à cette noble cause. Mon statut de leader a marqué cette fondation et celle-ci a fait de moi sa vitrine qui s'ouvre désormais dans toute l'Afrique de L'Ouest. Ma musique continue de faire de moi une icône et le travail ne fait que commencer. Honneur pour moi de faire partie du cercle restreint des grands artistes du

monde choisis pour repandre dans le monde entier la mission de cette structure. Occasion vous est donnée ce soir d'assister à cette conférence de presse à 16h au restaurant chez Katia. Proud to represent my country
Pape Diouf

Demande de Couverture Média

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Je suis ravi de vous annoncer le début de ma collaboration en tant qu'ambassadeur de la fondation ACCF.

Judgement, j'ai été sélectionné comme influenceur stratégique mondial grâce à notre mission et notre vision du monde à travers la musique. Il s'agit, avec ce poste d'ambassadeur et à travers notre image, d'aider à accroître la notoriété de la fondation ACCF afin de générer de nouveaux dons pour leur travail effectué en Afrique.

Ainsi, j'en suis sûr, monsieur le Rédacteur en Chef de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour la couverture médiatique de la conférence de presse qui se tient à cet effet ce jeudi, le 1er septembre à 16h au restaurant chez Katia.

Contact Presse:
77 589 65 29
77 511 46 68
77 731 73 67

Pape Diouf, African Community & Conservation Foundation (ACCF) Ambassador

We are so excited you are an ACCF Ambassador! You have been selected as a strategic global influencer for our mission and vision. Ultimately, we are asking for your help to increase our ACCF's brand awareness and generate new donations for our work in Africa.

Brand Ambassador responsibilities include:

For your ambassadorship, there are no hard rules or requirements, but we would love to help on opportunities that are a natural fit for Pape Diouf to help our work and mission in Africa.

Any creative ideas to help raise awareness and/or support for the work in Africa like (not restricted to these things):

- Attend as an ACCF Guest for fundraisers where it makes sense and it lines up with his schedule.
- Play a set at an ACCF event (this could also be a live performance or a streamed performance - on social / web (i.e. - being Tuesday that looks off the top Tuesday after Thanksgiving here in the US).
- Social media posts on his channels during key ACCF campaigns and announcing his ambassadorship.
- Introductions to people or companies who can help us advance our mission (awareness and financial support) and partner with us on request for our projects in rural Africa.
- Possible participation in a concept/album / giveaway to raise money for ACCF on platforms like Omnia, etc.
- Help promote ACCF and his role in media, PR, social media, radio, TV, etc.

109 ROYAL PALM WAY, PALM BEACH, FL 33480

Kassoum Thera



Barcelone, le temple du vol deux joueurs ont déjà fait les frais

Citation Et Dialogue De Film



Il y a 17 ans jour pour jour, le 29 août 2005, la chaîne américaine Fox a diffusé pour la première fois le 1er épisode de la Saison 1 de "Prison Break". Un feuilleton télévisé de 81 épisodes de 43 minutes, créé par Paul Scheuring.



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-Le Conseil d'Administration de Coris Bank International Togo, lors de sa dernière session, a décidé de procéder à la nomination de Towadan Fidèle Désiré Toko, au poste du Directeur Général Adjoint de cette filiale de la Holding Coris Bank International.



■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-L'Africa Finance Corporation (AFC), institution multilatérale spécialisée dans l'investissement en infrastructures sur le continent africain, a annoncé le mercredi 31 août 2022, qu'elle a obtenu un premier prêt de 100 millions d'euros (environ 99,5 millions USD) dans la cadre d'un investissement dans le secteur l'énergies renouvelables, les projets d'efficacité énergétique et les infrastructures résilientes au changement climatique en Afrique.....



■ Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



LANCLEMENT DE LA PHASE DE RECENSEMENT DU PROJET DE SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Ministre Bakary Doumbia a participé à la cérémonie de lancement de la phase de recensement du projet de système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH) de l'Etat et des Collectivités, ce jeudi 01 septembre 2022 au Centre de formation des Collectivités Territoriales. Organisé par le Ministère de la refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions, la cérémonie a présidé par le Premier Ministre par intérim, Monsieur Abdoulaye MAIGA en pré-

sence de plusieurs ministres.

Pour rappel, le SIGRH s'inscrit dans la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de Refondation (ANR). Il vise une gestion plus efficiente des effectifs de la Fonction Publique de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

Au cours son intervention, le Ministre par intérim, a exhorté l'accompagnement et l'implication effective de tous les acteurs pour le bon déroulement du processus de recensement

SOURCE: C.COM/MENEFP



■ Galedou Master SOUMY



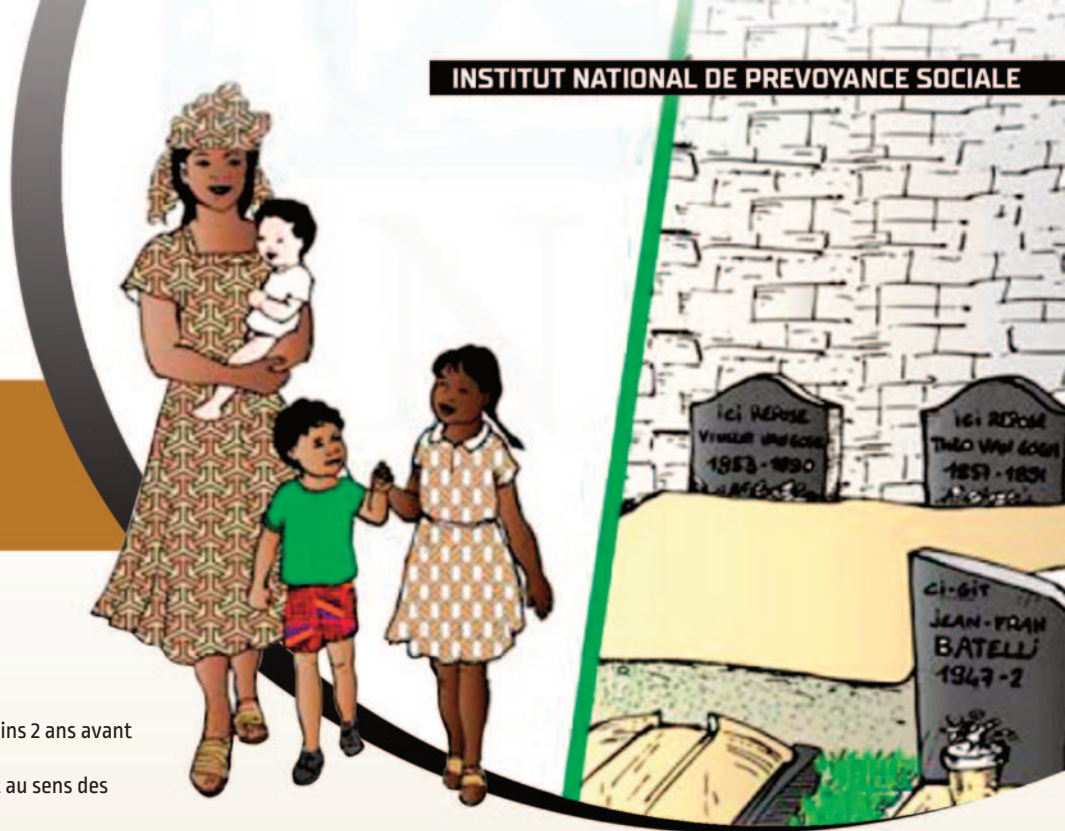
On ne se cache pas pour faire une révolution, ayez le courage de vos prises de positions

Thomas SANKARA n'a jamais porté de masque pour défendre ses convictions.

Bon début de semaine à toutes et à tous.



L'allocation de survivant



Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédents sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de :
 $157726 \text{ FCFA} \times 2\% \times 13 \times 10 = 410\,090 \text{ FCFA}$

Date d'effet :

L'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Guinée Équatoriale : Un ex-ministre détenu pour avoir critiqué le président



Un pasteur, ancien ministre de la Justice, a été arrêté en Guinée équatoriale il y a trois semaines, après avoir critiqué le président de ce petit Etat d'Afrique centrale, ont affirmé jeudi à l'AFP sa famille et l'opposition, sans nouvelles de lui depuis.

Ruben Maye Nsue Mangué a été arrêté dans la nuit du 7 août à Mongomo, district natal et fief du clan du chef de l'Etat, où il avait été convoqué à une "réunion" avec les représentants locaux du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), au pouvoir, a expliqué à l'AFP par téléphone l'un de ses frères, Ruben Monsuy.

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, 80 ans, détient, hors monarchies, le record mondial de longévité d'un chef d'Etat encore vivant, après plus de 43 ans à la tête de la Guinée équatoriale, petit pays pétrolier, qu'il dirige d'une main de fer depuis un coup d'Etat en 1979.

Après la réunion de Mongomo, "Ruben a été arrêté et conduit vers une destination inconnue après avoir refusé de demander pardon au chef de l'Etat, nous ne savons pas où il se trouve depuis", poursuit son frère. Sollicités par l'AFP, les ministres de l'Information et de la Justice n'ont pas répondu à ses questions sur le sort de l'ex-ministre de la Justice de 1998 à 2004, nommé ambassadeur de Guinée équatoriale aux Etats-Unis en 2013. Cinq jours après son arrestation, le ministère de la Justice avait émis un arrêté l'interdisant d'officier en tant que pasteur et l'accusant d'appeler à la "violence et à la provocation au désordre public". Le 25 juillet, cet homme de 59 ans avait dénoncé, dans un enregistrement audio devenu viral sur la messagerie WhatsApp, la gestion du pays par M. Obiang, qu'il qualifiait notamment de "démon" (...) "séquestrant son peuple", tout en l'appelant à un "dialogue" national.

Le Pacte politique de l'opposition prodémocratie, qui regroupe des partis en exil, des collectifs de la société civile et des organisations de défense des droits humains, a confirmé la détention au secret de l'ancien ministre. "Sans mandat ou sans être traduit devant un tribunal dans les 72 heures" comme l'impose la loi, s'émeut Guillermo Nguema Ela, coordinateur du Pacte, contacté par l'AFP par téléphone en Europe.

"Nous tirons la sonnette d'alarme (...), la société civile est préoccupée par la disparition de Ruben Maye", a également commenté pour l'AFP Joaquin Elo Ayeto, opposant de longue date emprisonné un an durant puis condamné pour "diffamation et menaces" contre le chef de l'Etat avant d'être relâché en février 2020. Coordinateur de l'association de

Économie : Le FMI accorde un soutien de 1,3 milliard à la Zambie pour sa dette



Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé un soutien de 1,3 milliard de dollars à la Zambie dans le cadre d'un accord conclu entre les créanciers pour restructurer la dette colossale qui a fait sombrer l'économie du pays d'Afrique australe. Ce programme prévu sur trois ans, vise à "rétablir la viabilité de la dette, à créer un espace budgétaire pour les dépenses sociales indispensables et renforcer la gouvernance économique", a précisé le FMI dans un communiqué diffusé tard mercredi. En 2020 pendant la pandémie, la Zambie était devenue le premier pays africain à faire défaut de paiement sur sa dette extérieure estimée à 17,3 milliards de dollars. Le déblocage du programme de soutien du FMI, signé en décembre 2021, était suspendu à un accord sur la restructuration de cette dette insoutenable.

"Un renforcement substantiel des contrôles budgétaires est nécessaire pour soutenir l'ajustement budgétaire, ainsi que pour remédier aux vulnérabilités en matière de gouvernance et de corruption", a déclaré la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. Par ailleurs, la croissance "a été trop faible pour réduire les taux de pauvreté, d'inégalité et de malnutrition qui sont parmi les plus élevés au monde", souligne le Fonds. "La Zambie est en situation de surendettement et a besoin d'un traitement profond et complet de sa dette". Lors de négociations passées, les gouvernements précédents avaient échoué à débloquer des plans de sauvetage. Mais depuis l'élection du président Hakainde Hichilema l'année dernière, des progrès ont été réalisés pour rétablir les relations avec les créanciers. Le chef d'Etat s'est félicité de l'annonce du FMI, saluant sur les réseaux sociaux une marque de "confiance". "La communauté internationale a reconnu les progrès que nous avons réalisés et notre engagement à relancer notre économie", a-t-il posté.

Source : Agence France-Presse

défense des droits humains Somos+ Sociedad civil, il estime que cette arrestation et l'absence d'information sur le sort de M. Ruben Maye illustre la volonté de créer une atmosphère "d'avant-guerre à la veille d'élections législatives" prévues à l'automne.

Les ONG internationales dénoncent régulièrement la répression de toute opposition en Guinée équatoriale notamment par des détentions arbitraires, des disparitions forcées voire la torture.

Source : Agence France-Presse

Égypte : Un pétrolier a bloqué le canal de Suez à cause d'une avarie



Un pétrolier a bloqué le canal de Suez mercredi soir, faisant craindre une interruption du trafic maritime similaire à celle causée par un incident début 2021, a annoncé l'Autorité du Canal de Suez (SCA) dans la nuit jeudi.

"Le trafic est rétabli et le pétrolier Affinity V a été remis à flot avec succès" peu après minuit, a annoncé la SCA, précisant avoir mobilisé les "services de sauvetage du canal dans une opération qui a mobilisé plus de cinq véhicules de remorquage".

L'incident a été causé par une "avarie technique au niveau du gouvernail ayant entraîné une perte de contrôle du navire", a indiqué cette source, sans préciser la durée exacte durant laquelle la circulation dans le canal avait été bloquée.

Le pétrolier Affinity V "s'est échoué dans le canal de Suez à 19H15" (17H15 GMT), a indiqué une source sécuritaire à l'AFP, précisant que le trafic maritime avait été rétabli après "un court laps de temps" sans autre détail.

Le canal représente l'une des routes maritimes les plus fréquentées du commerce mondial.

Selon le site spécialisé Vessel Finder, le pétrolier battant pavillon singapourien fait 250 mètres de longueur et 45 mètres de largeur, et se dirige vers le port saoudien de Yanbu.

C'est la première fois qu'un navire bloque le canal stratégique depuis l'incident causé par l'Ever Given, un porte-conteneurs géant de presque 200.000 tonnes dont la proue s'est encastrée dans la rive est du canal pendant une tempête de sable en mars 2021.

Coincé en travers, il a bloqué pendant plusieurs jours la voie de circulation entre l'Europe et l'Asie qui voit passer environ 10% du commerce maritime mondial. L'opération de sauvetage a duré six jours et coûté la vie à un agent de la SCA.

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a approuvé en mai un projet pour élargir et creuser davantage la partie sud du canal dans laquelle s'était bloqué le navire.

D'après la SCA, l'Égypte a perdu entre 12 et 15 millions de dollars par jour de fermeture alors que les assureurs ont estimé à des milliards de dollars de perte par jour pour le commerce maritime mondial.

Le canal de Suez a annoncé en juillet un bénéfice record de 7 milliards de dollars sur l'exercice décalé 2021-2022, après avoir relevé à plusieurs reprises les droits de transit des navires.

Source : Agence France-Presse

Affaire des 49 soldats ivoiriens : Le plaidoyer des artistes Yodé et Siro



Dans la crise dite des 49 soldats ivoiriens arrêtés au Mali, les médiations officielles se renforcent des plaidoyers du monde de la culture. A ce sujet, les stars ivoiriennes du zouglou, Yodé et Siro, dévoilent une nouvelle chanson intitulée "Les 49". Insistant sur les liens de fraternité entre le Mali et la Côte d'Ivoire, les zouglou men plaident pour la libération de leurs compatriotes.

Mis en ligne le 30 août 2022, le clip totalise déjà plus de 170.000 vues Youtube. On peut y voir les deux artistes, Yodé et Siro, en tenues militaires chantant et rendant hommage aux soldats ainsi qu'aux autorités militaires ivoiriennes. Et d'insister : « Ivoiriens et Maliens ne sont pas que des pays voisins. Ils sont issus de deux peuples frères. En un Ivoirien il y a un Malien. En un Malien, un Ivoirien », "Assimi Goïta va danser, Dominique Ouattara va danser"

Yodé et Siro, à l'occasion, soulignent que « le peuple a confiance » dans le président Alassane Ouattara pour solutionner l'incident avec le Mali. Et promettent qu'à l'issue de cette crise, « Ivoiriens et Maliens vont danser. Dominique Ouattara va danser, Choguel Maïga va bouler... Tous les Maliens et Ivoiriens, ils vont danser ! » A la bonne heure, dira-t-on ! A Abidjan, d'aucuns prédisent déjà le retour des 49 avec – à la clé – une grande cérémonie d'accueil au cours duquel sera joué la musique de Yodé et Siro. Entre temps, d'autres voix s'élèvent et réclament l'organisation d'un grand concert - rassemblant des artistes ivoiriens et maliens - en faveur de la libération des 49 soldats. Quoi qu'il en soit, le monde de la culture devra apporter sa part de contribution dans la consolidation des liens ivoiro-maliens, à l'heure où fleurissent dans les deux pays des discours xénophobes. Espérons que d'autres artistes emboîtent le pas à Yodé et Siro.

Binadjan Doumbia

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70442223 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

**Renforcement de Capacités :
L'Association Ankatronics s'engage
en faveur des orphelins et enfants des
militaires et paramilitaires**



Photo DIRPA

Sous l'égide du ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, l'association Ankatronics a lancé la deuxième édition de sa formation dans le domaine de la robotique et de la programmation électronique au profit des enfants et orphelins des militaires et paramilitaires. C'était le lundi 29 août 2022 dans la salle de conférence Malitel de la Bibliothèque nationale du Mali sise à l'ACI 2000. C'était sous la présidence du directeur national de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, Abdoul Kader Ky en collaboration avec la Direction du Service Social des Armées et l'AGETIC. La formation va concerner 100 orphelins et enfants des militaires et paramilitaires issus de la ville de Kati et de Bamako. Elle va s'étendre sur une durée de 6 semaines soit du 31 août au 06 octobre 2022 et sera axée sur la robotique, l'informatique et la programmation électronique. Prenant la parole, le Directeur de Ankatronics Lassine Traoré a souhaité la bienvenue à tous ceux qui ont fait le déplacement. Il a souligné que ce programme, axé sur les domaines du numérique, sera sans doute une opportunité pour ses frères et sœurs d'acquérir de nouvelles connaissances, de découvrir des domaines de la nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication. Il a remercié les partenaires à savoir le Service Social des Armées, l'AGETIC et le ministère de la communication de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration pour avoir permis la mise en œuvre de ces activités. M. Traoré a rendu un vibrant hommage à tous ceux qui sont tombés pour la patrie.

Source : FAMA

**Tigré : Offensive militaire "conjointe"
Éthiopie-Erythrée contre le Tigré, selon
les rebelles**

Les forces éthiopiennes et érythréennes ont lancé jeudi à l'aube une offensive "conjointe" contre des zones du Tigré frontalières de l'Érythrée et déclenché "une guerre totale", affirment les autorités de cette région rebelle du nord de l'Éthiopie. L'Éthiopie, "après avoir repositionné une force militaire massive en Érythrée, a désormais lancé une offensive conjointe avec les forces d'invasion de l'Érythrée", contre le nord du Tigré, frontalier de l'Érythrée, a annoncé le commandement des forces rebelles dans un communiqué. L'AFP n'était pas en

**APR-MALI : Le conseil de sécurité de
l'ONU renouvelle l'interdiction de
voyager et le gel des avoirs en vertu des
sanctions contre le Mali**



Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé l'interdiction de voyager et le gel des avoirs imposés aux personnes et entités faisant obstacle à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, jusqu'au 31 août 2023. Adoptant à l'unanimité la résolution 2649, le Conseil de 15 membres a également prolongé jusqu'au 30 septembre 2023, le mandat du Groupe d'experts surveillant la mise en œuvre des sanctions, ainsi que la demande encourageant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali à assister le groupe, Rapport de l'agence de presse Xinhua. « La situation au Mali continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région », a déclaré mardi le Conseil dans la résolution. Lire aussi: Le fabricant de chipsets Nvidia confirme qu'il enquête sur un incident de cybersécurité. Le Conseil a demandé au Groupe d'experts de fournir un rapport à mi-parcours au plus tard le 28 février 2023, un rapport final au plus tard le 15 août 2023 et des mises à jour périodiques entre-temps.

-IANS int/khz/ Xinhua

mesure de vérifier cette affirmation. Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie, rendant impossible toute vérification indépendante et les réseaux de télécommunications y fonctionnent de manière aléatoire. Le gouvernement éthiopien n'avait pas répondu dans l'immédiat aux sollicitations de l'AFP. "L'ennemi, ayant repoussé toutes les offres de paix, déployé d'importantes forces régulières et irrégulières, s'étant allié avec une force étrangère (...) a entamé une guerre totale", accuse également le commandement des forces rebelles. Les rebelles affirment par ailleurs que l'armée fédérale éthiopienne a, comme la veille, mené jeudi des "tentatives de percée répétées" au sud du Tigré, dans la région voisine de l'Amhara, où les soldats éthiopiens sont épaulés par les forces régionales et des milices locales. Après cinq mois de trêve, les combats ont repris le 24 août autour de la pointe sud-est du Tigré, entre gouvernement fédéral éthiopien et autorités rebelles du Tigré, en conflit depuis novembre 2020 et qui s'accusent mutuellement d'avoir déclenché ces nouvelles hostilités. Les rebelles ont récemment annoncé avoir lancé une "contre-offensive" au sud du Tigré, après avoir "défendu leurs positions". Ils avaient progressé lundi d'une cinquantaine de kilomètres en région Amhara, selon des sources concordantes.

Source : Agence France-Presse



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Commune rurale de Bancoumana : 1 030 100 FCFA d'irrégularités financières rectifiées par le régisseur

Après le dépôt du rapport provisoire, la CRB a fourni les copies des quittances de versement n°1568675 et n°1568676 en date du 9 mai 2022 de la perception de Kati d'un montant total de 1 030 100 FCFA correspondant au montant total des recettes non reversées. Ce montant de 1 030 100 FCFA versé, comme précisé, à la perception de Kati suivant les quittances indiquées ci-dessus correspond à la totalité des irrégularités financières reprochées à la Commune rurale de Bancoumana (CRB). C'est ce qui ressort d'un rapport du Bureau du Vérificateur général publié le 22 août 2022 sur la gestion de ladite commune au titre des exercices 2019, 2020 et 2021.

La présente vérification a pour objet la gestion de la Commune rurale de Bancoumana (CRB) au titre des exercices 2019, 2020 et 2021. Elle a pour objectif de s'assurer de la régularité et de la sincérité des dépenses et des recettes. Les travaux de vérification ont porté sur les dépenses de fonctionnement, d'investissement, du personnel, du domaine et des affaires foncières, de l'état civil et de la gouvernance, ainsi que le recouvrement des recettes », peut-on lire dans ledit rapport.

Selon le document, au cours de cette vérification, le Bureau du Vérificateur général a découvert des irrégularités financières estimées à 1 030 100 FCFA. « Cependant, après le dépôt du rapport provisoire, la CRB a fourni les copies des quittances de versement n°1568675 et n°1568676 en date du 9 mai 2022 de la perception de Kati d'un montant total de 1 030 100 FCFA correspondant au montant total des recettes non reversées. Ce montant de 1 030 100 FCFA versé, comme précisé, à la perception de Kati suivant les quittances indiquées ci-dessus correspond à la totalité des irrégularités financières reprochées à la CRB. Ce faisant, il n'y a plus lieu de constituer les transmissions et les dénonciations de faits par le Vérificateur général au président de la Section des comptes de la Cour suprême et au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune III du District de Bamako chargé du pôle économique et financier », précise le rapport.

REMÉDIER AUX IRRÉGULARITÉS ADMINISTRATIVES

Aussi, le Bureau du Vérificateur général note des irrégularités administratives. Pour remédier à ces irrégularités, le Vérificateur général



M. Samba Alhamdou BABY, a recommandé au représentant de l'Etat dans le Cercle de Kati de fixer le taux de prélèvement obligatoire sur les recettes ordinaires du budget à affecter aux dépenses d'investissement conformément à la réglementation en vigueur. « Au maire, il a recommandé d'organiser les consultations des conseils de villages avant l'adoption du budget de la Commune ; procéder, annuellement, à la restitution publique de la gestion de la commune ; veiller à la nomination d'un responsable chargé de la comptabilité-matières de la Commune conformément à la réglementation en vigueur ; veiller à la tenue régulière des registres obligatoires ; respecter la procédure d'affectation des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat avant toute opération de morcellement ; veiller à la perception régulière des recettes de la commune et au respect de la procédure d'achats par Demande de renseignement et de prix à compétition restreinte (DRPR) et celles d'application des pénalités », ajoute le rapport.

Au Secrétaire général, le Vérificateur général recommande la tenue régulière de tous les re-

gistres obligatoires. Quant aux régisseurs de recettes et d'avances, ils doivent constituer leurs cautionnements. Le régisseur de recettes doit aussi procéder au reversement des recettes encaissées dans le délai prévu par la réglementation en vigueur. Enfin, le régisseur d'avances doit payer les fonds aux bénéficiaires conformément à la réglementation.

A titre de rappel, la CRB a été créée par la Loi n°96-059 du 4 novembre 1996, modifiée, portant création de communes. Située à environ 60 Km de Bamako, elle compte quatorze villages qui sont : Bancoumana (chef-lieu de la Commune), Kollé, Niaganabougou, Nanguilabougou, Kéniéroba, Ticko, Ouoronina, Samako, Missira, Tema, Niamé, Gonsolo, Djiguidala et Madina. Les comptes administratifs des exercices 2019, 2020 et 2021 (projet de compte administratif 2021) de la CRB font ressortir des dépenses et des recettes s'élevant respectivement à 1 032 575 848 FCFA et 1 047 747 994 FCFA.

Ismaël Traoré
Source : Ziré

Coopération militaire : Quand le partenariat Mali-Russie fait des émules sur le continent



Les enjeux stratégiques en Afrique de l'ouest et au sahel dans un monde en mutation : quelle place pour le Mali ? », tel est le thème de l'exposé fait par le colonel Sadio Camara, ministre de la défense et des anciens combattants du mali, à la conférence sur la sécurité internationale de Moscou. Une aubaine pour le ministre Sadio Camara de magnifier la coopération entre le Mali et la Russie, une coopération fructueuse et gagnant-gagnant qui commence à inspirer les états africains, surtout les ex-colonies françaises, puisque dénuée de toute pensée néo-colonialiste. Après le Cameroun, le Burkina Faso aussi veut prendre l'exemple sur le Mali !

Dans une grande plaidoirie en faveur du pays de Vladimir Poutine qu'on tente vainement, du côté de l'occident, de diaboliser, le Colonel Sadio Camara n'a pas manqué d'allant pour décrire la situation qui était celle du Mali, et de ce qu'il en est aujourd'hui. Pour illustrer cette analyse et montrer les perspectives de résolution des problèmes sahéliens et ouest-africains, il a ainsi fait un récapitulatif de la situation particulière du Mali, qui n'a cessé de

dégénérer depuis le milieu des années 2000, jusqu'à atteindre le fonds en 2012, avec la prise du contrôle des deux tiers du territoire malien par une coalition de rebelles séparatistes et jihadistes nouant des liens avec des parrains puissants, dans l'enchaînement logique de la destruction de la Libye du Colonel Kadhafi.

« L'intervention militaire internationale déclenchée en réaction à cette invasion, s'est soldée par un échec. L'opération française SERVAL de 2013 a certes réussi en quelques semaines à briser la dynamique terroriste. Cependant la multiplication des missions qui lui ont succédé, avec la force française BARKHANE, la MINUSMA, la Force Conjointe du G5 Sahel et la Task Force TAKUBA, censées soutenir l'État malien et les Forces de Défense et de Sécurité du Mali, ont créé un embouteillage sécuritaire dont l'une des conséquences a été de maintenir une sorte de statu quo malgré la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Les populations maliennes n'ont pas tiré les bénéfices de ce déploiement massif.

Initialement cantonnée au nord du pays, l'insécurité s'est propagée au Centre puis au Sud du pays avant de déborder les frontières, menaçant d'embraser toute la sous-région jusqu'à la façade atlantique. Pendant ce temps, les partenaires du Mali ignorent largement la volonté des autorités maliennes et utilisent le droit international ainsi que les restrictions financières et commerciales pour brider la capacité de l'État à faire face aux menaces. Face à ce diagnostic inquiétant, devant le risque de voir la Nation malienne se désintégrer, les autorités de la Transition issue de l'insurrection populaire de 2020, ont décidé de réorienter leur stratégie en diversifiant leurs partenariats, pour briser la dépendance sécuritaire dans laquelle le Mali était entretenue.

Déterminé et décomplexé, le Mali estime qu'aucune puissance ne peut prétendre à une quelconque exclusivité de la coopération malienne. Le Mali veut nouer des partenariats gagnant-gagnant avec tous ceux qui ont la capacité et surtout la volonté de coopérer avec lui dans le respect de sa souveraineté et la préservation des intérêts mutuels. Dans cet esprit, notre pays a souhaité redynamiser les

liens historiques et solides tissés avec l'Union soviétique, qui a accompagné la République du Mali depuis les premières heures de son indépendance au plus fort de la guerre froide. C'est encore le lieu de féliciter le Peuple russe et lui témoigner la reconnaissance du Peuple malien, car la Fédération de Russie a une nouvelle fois démontré sa fiabilité et sa sincérité envers le Mali.

Le Gouvernement malien met l'accent sur la sécurité humaine, et dispose du soutien du Peuple qu'il s'efforce de protéger. Fortes du soutien technique et matériel de la Russie, qui ne dissimule aucune arrière-pensée coloniale, les autorités de la Transition ont impulsé une dynamique totalement nouvelle, s'appuyant sur des succès militaires qui ont surpris beaucoup d'observateurs, pour créer les conditions du retour progressif de l'administration et des services sociaux de base au plus près des citoyens. Le premier semestre de l'année 2022 a ainsi vu une avancée spectaculaire sur le plan sécuritaire.

Sous l'impulsion de la France, frustrée par son absence de résultats, ce qu'il convient d'appeler la Communauté Internationale a imposé des sanctions absurdes au Peuple malien, dans un effort délibéré d'aggraver les effets de la crise, avec l'espoir de pousser en quelques semaines les populations à se révolter contre les autorités de la Transition. Ceux-là sous-estimaient la résilience et le courage patriotique du malien. Pour montrer sa volonté d'émancipation notre peuple s'est levé comme un seul homme, pour s'unir autour de l'essen-

tiel, la survie de la Nation. Les soutiens populaires se sont manifestés partout en Afrique, motivés par la flagrante injustice faite au peuple malien. Le Mali est resté debout, et le partenaire russe est resté à ses côtés.

Le bilan du partenariat renforcé russo-malien est éloquent. Malgré l'embargo, le Mali a acquis, en quelques mois, davantage de moyens militaires que pendant les 30 dernières années, grâce aux sacrifices économiques consentis par le peuple, et à la coopération avec des pays comme la Russie, la Chine, et d'autres. Les groupes terroristes, qui réussissaient hier à décimer des garnisons entières, sont désormais en débandade sur tout le territoire. Leurs sanctuaires sont détruits, leurs bases logistiques sont démantelées, leurs chefs sont neutralisés. Désorganisés et progressivement coupés de leurs soutiens, ils en sont réduits à s'attaquer aux cibles molles, aux populations sans armes. Le Sud et le Centre du pays sont largement pacifiés... ».

Ainsi, à l'image du Mali, le Burkina aussi n'exclut plus la possibilité de rompre avec la France. En effet, selon le Premier ministre du Burkina, son pays est prêt aujourd'hui à diversifier ses partenariats, quitte aux partenaires traditionnels, notamment la France, de l'accepter ou pas ! «Je pense qu'effectivement il y a des questions à se poser. On comprend les revendications parce que la France, c'est vrai, c'est le partenaire historique, c'est le premier partenaire, même en termes de chiffres. Mais il faut également dire que l'aide doit aider à assassiner l'aide. Si depuis des années cette

coopération n'a pas permis d'assassiner l'aide, il faut se poser des questions», a ainsi indiqué le Premier ministre burkinabè, Albert Ouédraogo.

Des propos qui font suite à la demande de plus en plus pressante des burkinabè qui demandent à casser les liens avec la France. Un sentiment anti-français qui gagne du terrain et qui ne laisse d'autres choix aux autorités que d'agir en conséquence pour éviter des tensions sociales. «Et je suis tout à fait d'accord qu'aujourd'hui, il faut revoir. Nous, en tant que dirigeants, nous ne pouvons pas continuer à rester sourds, à rester insensibles à ces revendications, parce que nous avons des composantes importantes de notre peuple qui le réclament. Donc il faut bien sûr qu'à un moment donné, que nous regardons», avait-il en outre indiqué.

Soulignant que «La diversification des partenariats repose sur plusieurs principes. D'abord le principe de liberté. Pour nous c'est aller vers le partenaire qui nous arrange, quitte à froisser des partenaires historiques. Si certains partenaires ne sont pas contents du fait que nous allons avec d'autres, ça sera à notre corps défendant que nous allons rompre notre partenariat avec eux. Il faudra que ça soit des partenaires sincères qui veulent effectivement nous aider pour aller dans une logique de partenariat gagnant-gagnant... ».

On ne saurait en dire autant !

Flani SORA

Source : Notre Voie



Rentrée Scolaire : Les cours débuteront le 3 octobre 2022

Face aux spéculations autour de la rentrée scolaire 2022-2023, le ministre de l'Éducation nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, a animé, le jeudi 1er septembre 2022, un point de presse dans la salle de conférence du département. Cette allocution avait un double objectif. Un : remercier les acteurs de l'école malienne pour la bonne tenue des examens de fin d'année. Deux : apporter des éléments de réponses sur la date de la rentrée scolaire 2022-2023.

Consciente qu'une synergie d'action s'impose face aux défis, la cheffe du département de l'Éducation Nationale a saisi cette occasion pour saluer les efforts de tous les acteurs impliqués dans l'organisation et la proclamation des résultats de fin d'année. Elle a expressément remercié les syndicats de l'éducation pour avoir suspendu leur mot d'ordre de grève à la suite des sanctions inhumaines, injustes et illégales imposées au Mali par les chefs d'État de la Cédéao. Elle a rappelé que le taux d'admission au baccalauréat malien session 2022, est de 20,35%. Un taux jugé faible par beaucoup et qui explique par les mesures draconiennes prises par le département de l'Éducation nationale, dans le dessein de redorer le blason du système éducatif malien.

Elle soutient que son département s'était fixé comme défi principal de lutter contre les 3 F : la fuite des sujets, les faux sujets et la fraude. Un défi relevé grâce au concours et à l'accompagnement de l'ensemble des acteurs de l'école. Elle signe et persiste qu'il faut une moralisation des examens de fin d'année dans notre pays. Ce qui, naturellement, permettra de redonner à l'école malienne son lustre d'autan. D'où son appel à l'endroit de toute la population malienne pour accompagner la dynamique enclenchée. « Le travail est très difficile pour nous parce que c'est un défi. Nous avons commencé, nous avons l'obligation de continuer à rendre nos procédures transparentes, à organiser les examens mieux que cette année », a-t-elle indiqué.

Dans son intervention, le ministre de l'Éducation Nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, a laissé entendre que des rencontres sont prévues dès la semaine prochaine avec les partenaires de l'école pour préparer la rentrée des classes. « Une autre décision que nous aime-

rons porter à la connaissance de l'opinion nationale, a expliqué le ministre, c'est la décision 2021 du ministère de l'Éducation qui fixe le calendrier des examens. Nous avons nos procédures. A la veille des examens chaque année, le cabinet à travers le secrétaire général et les différents membres du cabinet élargi élaborent un programme. Un programme qui tient compte de la date des examens, de la proclamation des résultats et aussi on se projette sur la date la rentrée scolaire suivante. C'est cette décision qui a été mal comprise et in-

terprétée par les uns et les autres. Quand nous avons dit que la rentrée est prévue pour le 16 septembre 2022, c'est tout à fait normal. Lorsque nous disions que la rentrée scolaire, c'est le 16 septembre 2022, même là si nous ne tenons pas la barre par des moyens de contrôle ou de suivi, les cours ne seront effectifs qu'en mi-octobre, fin octobre voire dans certaines localités même en décembre. La communication faite est relative à l'ouverture des écoles pour le 16 septembre 2022 mais pour l'administration scolaire. Nous allons donner des instructions fermes que les conditions soient réunies pour le 3 octobre 2022, les cours démarrent effectivement. Ce qui veut dire que la rentrée scolaire pour les élèves est prévue pour cette date. Nous demandons l'implication de tous les acteurs pour qu'entre le 16 septembre et le 3 octobre 2022 que nos écoles puissent être prêtes pour accueillir les élèves ». Avant de préciser la date du 3 octobre 2022, pour la rentrée scolaire.

■ Ibrahim Sanogo



Le centre de recherche Point Sud : 25 ans de rigueur scientifique célébrés !

1997- 2022, cela fait 25 ans que Point Sud a été fondé et mène des activités de recherche scientifique en mettant en avant le savoir local. Une telle longévité se fête avec ferveur. Aussi, l'hôtel les Colibris a servi de cadre pour la commémoration du 25ème anniversaire de point Sud, le centre de recherche sur le savoir local. La cérémonie de célébration a été présidée, le jeudi 1er septembre 2022, par le représentant du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Mamoutou Berthé. L'éclat de la cérémonie a été rehaussé par la présence d'une panoplie de chercheuses et chercheurs.



Les couleurs de la célébration des 25 ans de point ont été données par le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mamoutou Berthé. D'entrée de jeu, il a mis un accent particulier sur la place de cet institut dans la recherche scientifique aussi bien au Mali que dans la sous-région. Au regard de l'importance de Point Sud dans le domaine de la recherche sur le savoir local, il n'a pas manqué de saluer l'initiative des membres fondateurs et des partenaires de ladite institution. Le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en effet, accorde une importance particulière aux partenaires sociaux, aux institutions d'enseignement supérieur.

L'ambassadeur de la Fédération d'Allemagne a également saisi l'occasion pour saluer les efforts remarquables de Point Sud dans la recherche au Mali. Il en a profité pour en remercier les responsables pour leur clairvoyance et leur rigueur dans la recherche scientifique.

Au cours de la cérémonie, le Pr Mamadou Diawara, Directeur de Point Sud a présenté les activités de son institut - devenue une référence dans le domaine de la recherche scientifique. Il a souligné que Point Sud a été fondé en 1997 avec trois axes essentiellement la

recherche, la formation et les conférences. « Dans le domaine de la recherche, nous travaillons beaucoup dans les domaines de la recherche sur la décentralisation, sur la santé, la paix, le droit pour ne citer que ceux-ci. Dans le domaine de formation, il s'agit essentiellement de formation doctorale et post doctorale. Depuis 1997, nous avons avec succès conclu 18 thèses de doctorat et plusieurs post doctorants sont venus chez nous s'établir et pour férir. Nous avons également dans ce contexte de nombreux collègues maliens qui sont des anciens de Point Sud. Nous conduisons les conférences au niveau international. Nous avons plus de 80 conférences qui ont été organisés dans plusieurs pays africains. Nous avons un réseau de 8 pays qui sont membres de ce que nous appelons le programme de Point Sud. Et c'est dans chacun de ces pays que nous avons une présence en termes de conférence internationale. A ces conférences ont assisté 1800 chercheurs et chercheuses dont 40 % de femmes. Ces conférences nous permettent de rayonner au-delà au Mali, des 8 pays et au-delà de l'Afrique », a-t-il explicité.

S'agissant des perspectives, l'optimisme ha-

bite Pr Mamadou Diawara. « Actuellement nous avons lancé le programme "PAPA" et qui nous permet de travailler en tant que Point Sud avec 16 ressortissants de 8 pays africains. Ce sont des jeunes universitaires qui sont en début de carrière. Ce que nous avons comme objectif c'est de travailler avec ces jeunes chercheuses et chercheurs à la production du savoir, de travailler au niveau théorique. Parce que très souvent nous parlons beaucoup de développement, de recherche appliquée. Ce que nous voudrions c'est accéder au cœur de la recherche, à la recherche théorique pour permettre à ces jeunes universitaires non seulement d'enseigner et faire de la recherche de très haut niveau en coopération avec les universités ou nous travaillons en Amérique du nord, en Europe et dans d'autres pays », a-t-il fait savoir.

D'autres interventions ont marqué la célébration des 25 ans de Point sud - mettant chacune le curseur sur le rôle et la contribution de Point Sud dans le domaine de la recherche sur le savoir local.

■ Ibrahim Sanogo



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Plainte du Mali contre la France devant l'ONU : La médiation du Sénégal rejetée par le COREMA



Communiqué du Collectif pour la Refondation du Mali « COREMA » sur la plainte du Mali contre la France devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Le COREMA, une structure citoyenne et de surcroît un architecte principal du souverainisme-intégrationniste panafricain, félicite le gouvernement de la transition pour son courage et sa détermination à la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Mali ainsi que du droit du peuple Malien à l'autodétermination.

Actuellement, le Kenya, le Gabon et le Ghana sont les membres non permanents du conseil de sécurité représentant le continent africain jusqu'en 2023.

Cependant pour nous les souverainistes-Intégrationnistes, l'histoire des peuples africains retiendra deux faits qui devront être mémorisés et intériorisés par les maliens d'aujourd'hui et des générations futures :

1- la forfaiture des trois membres africains du conseil de sécurité pour soutenir le Mali dans sa requête de réunion d'urgence du conseil de sécurité des Nations unies.

2- la forfaiture de l'Union Africaine (UA) et de la CEDEAO à apporter leur soutien direct au Mali et surtout leur désinvolture manifeste à

interpeller et encourager les trois membres de l'UA actuellement membres non permanents du conseil de sécurité des nations unies à soutenir le Mali.

Considérant la forfaiture singulière du Ghana ; le pays d'un illustre père du panafricanisme : Kwame Nkrumah, de surcroît membre comme le Mali de l'UA et de la CEDEAO, il s'ensuit que le panafricanisme et la solidarité africaine dans leurs états actuels demeurent hélas encore une construction abstraite pour les états africains mais une aspiration profonde et concrète des peuples africains.

En vertu de toutes ces considérations et faits factuels, le COREMA prend acte et s'oppose en effet à toute forme de médiation et de pseudo négociations visant à entraver le Mali dans sa démarche d'apporter les preuves des turpitudes françaises violant la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du Mali au conseil de sécurité des Nations-Unies.

Ainsi, le COREMA rejette catégoriquement la proposition de médiation du président de la République du Sénégal pour toutes questions relatives à la plainte du Mali au conseil de sécurité des nations unies contre la France et aux 49 mercenaires ivoiriens arrêtés au Mali. Le COREMA rappelle que le président de la ré-

publique du Sénégal a notoirement brillé par son silence complice et protagoniste lorsque le Mali a été mis au vu et au su de tous sous un blocus illégal et illégitime de la CEDEAO et de l'UEMOA pendant six mois.

Le COREMA réitère et assume son soutien indéfectible au gouvernement de la transition dans son combat pour l'émergence de la triade des souverainetés et de celles des ressources. Le COREMA félicite et réitère son soutien total aux forces armées maliennes et l'ensemble des forces de sécurité pour leur professionnalisme, leur détermination inconditionnelle et leur dévouement inestimable à la noble cause de la défense de la patrie et du peuple Malien. Le COREMA invite l'ensemble du peuple Malien, les organisations politiques et associatives à la défense nationale du Mali et au sursaut patriotique.

Bamako, le 30 Août 2022

Le président du bureau politique national et porte-parole du COREMA.

Honorable Aboubacar Sidick Fomba

Président du COREMA

Honorable Dr Fousseynou Ouattara

Lancement du projet SIGRH : L'antidote de la fraude ?

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga a présidé la cérémonie dédiée au démarrage du projet de système intégré de gestion des ressources humaines des fonctions publiques de l'État et des collectivités territoriales (SIGRH). C'était hier jeudi 1er septembre au centre National des collectivités territoriales à Kati. L'objectif général du projet est de doter les fonctions publiques de l'État et des collectivités territoriales d'un système de gestion des ressources humaines intégrant le Recensement Administratif à Vocation d'État Civil (RAVEC).

Cette activité a été marquée par la présence des ministres membres du Comité interministériel d'Orientation Stratégique du Projet SIGRH - composé du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, du ministre de l'Économie et des Finances, du ministre de l'Éducation nationale, du ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue

social et du ministre en charge de la Refondation de l'État.

Dans son discours, le ministre de la Refondation de l'État chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga a souligné que le lancement de ce projet ouvre une nouvelle ère pour une gestion plus efficiente des ressources humaines des fonctions publiques de l'État et des Collectivités territoriales, dans une démarche participative et inclusive de l'ensemble des acteurs concernés en la matière. Et ce dit-il, « conformément aux **Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR) et à la volonté politique affichée des plus Hautes autorités de la Transition** ».

En termes de perspectives du Projet, il a relevé entre autres, l'effectivité et la réussite du recensement de tous les agents concernés de l'État et des Collectivités territoriales, l'intégration des données du RAVEC, l'enrôlement

biométrique des Agents et la production des cartes des Agents publics et parapublics enrôlés.

En effet, le ministre de la Refondation de l'État a indiqué que la fin du projet prévue pour juillet 2023 aboutira à la mise à disposition, au niveau des deux fonctions publiques et de tous les services publics chargés de la GRH, d'une base de données qui intègre les informations du RAVEC et qui sera unique, fiable et interconnectée. « **Pour ce qui concerne la « Fiche Individuelle de Collecte de Données », elle doit être renseignée par chaque agent à travers son service et comportera des données et renseignements sur son état civil et sa situation administrative. Après saisie dans le logiciel ACCESS, ces données feront l'objet de traitement et d'actualisation respectivement par les structures en charge de la gestion des ressources humaines et le Centre de Traitement des Données de l'État Civil (CTDEC)** », a-t-il précisé.

De son côté, le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga a fait savoir que la mise en œuvre du projet de système de gestion des ressources humaines dans les fonc-





tions publiques de l'État et des collectivités territoriales permettra entre autres de doter les deux fonctions publiques d'un système de gestion des ressources humaines intégrant les données du RAVEC, de disposer d'une base de données fiables sur les effectifs des agents de l'État et des collectivités territoriales, réduire la fraude et réaliser des économies sur le Budget national et de disposer d'un outil d'aide à la décision, en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, de transparence et de bonne gouvernance des

ressources humaines.

Tout cela, souligne-t-il, « **participe du processus de Refondation de l'État, avec l'objectif global de modernisation de la gestion de l'Administration publique** ».

Ainsi, il a expliqué que la cérémonie de lancement de la phase de recensement pose un jalon majeur du processus d'opérationnalisation de la mise en place du système de gestion intégrée des ressources humaines.

A cet effet, le Premier ministre par intérim a insisté sur la nécessité de l'implication effec-

tive de tous les acteurs pour le bon déroulement des opérations de recensement des agents de l'État et des Collectivités territoriales concernés.

En somme, le colonel Abdoulaye Maiga a remercié et rendu un vibrant hommage aux membres du Comité d'orientation stratégique et du Comité d'exécution du projet pour tous les efforts déployés dans le cadre de la concrétisation du projet SIGRH.

■ Maffenin Diarra



Sécurisation des personnes et des biens : La **MODELE MALI** encourage la poursuite des efforts



Dans son rapport hebdomadaire n°09/22, la Mission d'Observation des Élections au Mali – MODELE Mali porte son regard sur la situation du pays du 22 au 28 août 2022.

Selon la Mission, le contexte électoral est dominé par la tenue du tirage au sort des représentants des partis politiques et de la société civile au sein du Collège de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE). Ce processus de désignation a créé des remous au sein de la classe politique. Il a été dénoncé par des partis politiques et certaines organisations de la société civile notamment l'ADEMA-PASJ, le RPM, YELEMA, la CODEM et le Collectif des Associations musulmanes du Mali. La MODELE observe toutefois une égalité de genre au niveau du tirage au sort, dont le règlement prévoit une répartition à part égale. Elle rappelle à nouveau que le système de tirage au sort pour désigner les membres du Collège de l'AIGE ne respecte pas l'article 7 alinéa 4 qui dispose que « ... Les membres représentant les partis politiques et la société civile sont désignés selon les modalités fixées par ces institutions ou organisations... ».

Par ailleurs, les relations diplomatiques entre la France et le Mali restent tendues, surtout avec la saisine du Conseil de Sécurité de l'ONU

par les autorités maliennes qui accusent la France de violer l'espace aérien du Mali et de soutenir les terroristes, rapporte la MODELE-Mali qui déclare avoir appris par voie de presse, le 25 août 2022, que le Président Macky Sall du Sénégal se propose comme médiateur entre le Président Assimi Goïta et le Président français Emmanuel Macron pour trouver une solution qui convienne à l'ensemble des parties.

Concernant l'affaire des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali, le consortium d'organisation de la société civile mentionne que « le 23 août 2022, une importante délégation de 32 membres composée de représentants des Maliens résidant en Côte d'Ivoire et de dignitaires religieux, a rencontré M. Ousmane Chérif Haïdara, président du Haut Conseil Islamique, pour négocier leur libération. Le mardi 23 août 2022, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), conformément à son mandat, a rendu visite aux militaires ivoiriens détenus ».

Sur le registre sécuritaire, la MODELE-Mali rappelle que le Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT) a abrité du 22 au 26 août 2022, une session de renforcement des capacités des 180 sous-préfets nouvellement nommés. « Cette activité de renforce-

ment des capacités s'inscrit dans le cadre des mesures prises par l'État en vue d'un retour durable de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national », précise la Mission. « Il est à noter que le cercle de Gourma Rharous est isolé du reste du territoire en raison de la destruction des installations de communication par des groupes armés terroristes. L'axe routier Sévaré/Boni /Gao est toujours coupé par les bandits armés. Cette situation a créé une rupture de l'approvisionnement en denrées de première nécessité dans la région de Gao ».

La MODELE Mali recommande aux autorités de la Transition de :

- privilégier le consensus et le respect des textes dans le processus de désignation des représentants des partis politiques et de la société civile au Collège de l'AIGE ;
- poursuivre le dialogue avec les autorités ivoiriennes en vue de la libération des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali et ;
- poursuivre les efforts de sécurisation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national.

Source : Le Challenger

Rapport de la MINUSMA : Une tendance baissière sur les atteintes aux droits de l'Homme !

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a publié sa note trimestrielle sur les tendances des violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire au Mali, couvrant la période du 1er avril au 30 juin 2022.

La note en question recense 467 cas de violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire ; 317 civils tués, 73 enlevés/disparus et 77 blessés. Ces données, documentées, confirment une baisse de 42% comparativement au trimestre précédent qui avait enregistré 812 cas, soit 543 ci-

vils tués, 107 enlevés/disparus et 107 blessés.

Le même rapport pointe la responsabilité du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM ou en arabe JNIM), de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et d'autres groupes dans les actes de violence, et dénombre plus de 297 atteintes graves aux droits de l'homme. Ces groupes se sont illustrés, notamment, par des attaques incessantes contre les civils, les FAMa ainsi que la MINUSMA occasionnant au moins 200 morts, 44 blessés des milliers de déplacés.

Les actes de violence perpétrés par les milices

et autres groupes d'autodéfense communautaires, quant à eux, ont plus que doublé ; passant de 15 pour le trimestre précédent à 34 pour la période en revue. La majorité des victimes de ces groupes sont recensées principalement dans les Cercles de Bandiagara, Bankass, Djenné, Mopti et Niono.

En ce qui concerne les groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, la MINUSMA a documenté 14 atteintes aux droits de l'homme leur étant imputables, soit une hausse de 16 % en comparaison avec le trimestre précédent.

Les violations de droits de l'homme imputables aux FDSM ont, quant à elles, enregistré une baisse de 62%, passant de 320 entre (de la période de janvier à mars 2022) à 122 au cours de la période couverte par cette Note.

Une analyse géographique indique que les principaux actes de violence contre les civils et leurs biens ont été commis dans les régions de Bandiagara (158 violations et atteintes), Douentza (81 violations et atteintes), Mopti (80 violations et atteintes), Ségou (53 violations





la période en revue » souligne le rapport, qui révèle le centre du pays comme le théâtre de multiples attaques des groupes extrémistes contre les civils, y compris des représailles contre les populations accusées de « collaboration » avec l'Etat.

Les tensions intercommunautaires ont contribué à l'aggravation de la situation. Dans les régions du nord, la situation a été principalement marquée par une détérioration considérable des conditions sécuritaires dans la zone des trois frontières de la région du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, et la poursuite des affrontements armés entre l'EIGS et le MSA-D/GATIA.

Les populations civiles paient un lourd tribut aux exactions que continuent de perpétrer les groupes extrémistes.

Enfin, signalons que – durant la période indiquée - la MINUSMA a continué à appuyer activement les efforts du gouvernement malien visant à assurer un meilleur respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire à travers des sessions de sensibilisation et de formation.

Binadjan Doumbia

et atteintes), Ménaka (39 violations et atteintes), et Gao (32 violations et atteintes).

« D'une manière plus générale, la situation sécuritaire est restée préoccupante au cours de



La mosquée de Djenné à... Fréjus !



Fréjus, entre Saint-Raphaël et Nice, en France, abrite une imitation de la mosquée de Djenné. Grâce à une vidéo réalisée par Oumar Sow, un Malien de France, on aperçoit l'intérieur et l'extérieur de l'édifice. Lequel, commente-t-il, a été construit par les tirailleurs sénégalais au cours de la 2^{ème} guerre mondiale à l'image de celle de Djenné. Plusieurs dizaines d'années après, l'édifice n'est plus qu'un simple monument qui figure dans le patrimoine de l'Unesco. Envahi d'herbes sauvages à l'intérieur comme à l'extérieur, des pans de mur sont fortement endommagés.

Oumar Sow qui préside une association organisant des événements culturels a déclaré avoir pris langue avec la mairie de Fréjus mais ses interlocuteurs lui ont avoué leur incapacité à pourvoir à l'entretien du monument. Aussi invite-t-il la communauté musulmane, notamment africaine et, surtout originaire de la ville sainte de Djenné, à s'investir pour la promotion

de ce patrimoine historique. La vidéo révèle que la ville de Fréjus compte seulement six familles maliennes sur 43 familles africaines. Dans un forum de discussion, Nicolas Normand explique que ce prestigieux monument, construit en réponse à la pagode également à Fréjus, était pour les tirailleurs sénégalais un objet de fierté servant à créer une ambiance propre à guérir le «mal du pays».

“A l'initiative du Général Gallieni alors gouverneur de Paris, Fréjus accueillit en 1915 les premiers contingents recrutés Outre-mer et devient le site de transition pour ces soldats, leur permettant de s'acclimater avant leur départ pour le front. Des camps et des hôpitaux militaires sont alors construits pour recevoir les troupes africaines et indochinoises.

Après la guerre, tous ne sont pas rapatriés. Pour combattre le mal du pays, les tirailleurs sénégalais tentaient de recréer un environnement familial. En 1928, suivant l'exemple de leurs compagnons d'armes, les tirailleurs in-

dochinois, qui avaient édifié une pagode dès 1917, ils construisirent une mosquée au camp de Caïs sur la route de Bagnols-en-Forêt, une opération à l'initiative du capitaine Abdel Kader Mademba.

Cette mosquée constituera plus un édifice symbolique qu'un véritable lieu de culte, juste un décor !”

L'environnement de la mosquée fut même paré de cases africaines et de fausses termitières, très réalistes... en 1987. La mosquée est inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Propriété du ministère de la défense, ce monument visible de l'extérieur, est accessible au public du 1^{er} juillet au 3^{ème} week-end de septembre.

Source : Le Challenger

Angola : Le deuxième mandat du président semé d'embûches



Le président angolais Joao Lourenço entame son deuxième mandat avec une majorité réduite pour affronter de lourds défis dans un pays où l'économie est à relancer et la jeunesse à réenchâter face à un sentiment de blues électoral, estiment des analystes.

Le parti du président, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance du Portugal en 1975, a remporté les élections législatives du 24 août avec 51,17% des voix lors du scrutin le plus disputé de l'histoire du pays.

En Angola, il n'y a pas d'élection présidentielle. La tête de liste du parti vainqueur aux législatives est investie aux fonctions de chef de l'Etat.

Le score du MPLA est le plus faible qu'il a enregistré depuis le premier vote démocratique en 1992. Et s'il conserve la majorité absolue au Parlement avec 124 sièges sur 220, il perd la majorité des deux tiers qui lui permettait jusqu'ici de passer des lois sans le soutien d'un autre parti.

Selon Augusto Santana, de la Fondation Democracy Works, Lourenço risque d'être sous pression pour mettre en oeuvre ses réformes économiques alors que l'opposition sort renforcée du scrutin, sans compter de possibles manifestations dans la rue et des désaccords au sein de son propre parti.

"Il fait face à pas mal de défis", résume auprès de l'AFP M. Santana, par téléphone depuis Luanda, la capitale angolaise.

Lourenço, 68 ans, est arrivé au pouvoir en 2017 à la suite du président José Eduardo dos San-

tos, qui lui a laissé un pays en profonde récession et gangrené par la corruption et le népotisme au terme de 38 années d'un règne autoritaire.

L'ancien général d'artillerie formé en URSS a lancé un ambitieux programme de réformes pour lutter contre la corruption, attirer les investisseurs étrangers et sortir l'économie du tout-pétrole.

"Plus de manifestations"

Si le pays a fini par émerger de la récession en 2021, les réformes ne se sont pas traduites par de meilleures conditions de vie pour la plupart des Angolais.

"Les gouvernements angolais parlent depuis des années de diversification économique et ils n'ont jamais réussi", estime Justin Pearce, de l'université sud-africaine de Stellenbosch. La crise, aggravée par la pandémie de Covid-19 et une sécheresse, puis par une forte inflation, a été subie de plein fouet par la plupart des Angolais, les poussant à se tourner vers l'opposition.

Le principal parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), a obtenu 43,95% des suffrages, un bond par rapport aux 26,67% remportés en 2017. Il a aussi raflé la capitale.

Son dirigeant charismatique, Adalberto Costa Junior, 60 ans, s'est rendu populaire dans les zones urbaines et au sein d'une jeunesse qui considère que le parti au pouvoir est à court d'idées.

La participation au scrutin a été faible, autour

de 45%.

Mardi, un cortège de partisans du MPLA célébrant la victoire à Luanda a été stoppé par de nombreux passants en colère, une scène inimaginable il y a encore quelques années, souligne M. Santana.

"Il y aura plus de manifestations parce que cette fois les gens pensent que le MPLA ne peut rien faire de plus et qu'il devrait simplement partir et laisser la place à d'autres", estime-t-il.

Dialogue ou oppression ?

L'opposition conteste les résultats en évoquant des divergences de comptage. Des tentatives similaires de contestation ont échoué dans le passé.

Les résultats offrent néanmoins à l'opposition une présence parlementaire accrue, lui donnant plus de poids dans la perspective d'élections locales d'ici deux ans.

"Maintenant la question c'est : Lourenço aura-t-il vraiment entendu ce que l'électorat lui dit ?", interroge Alex Vines, de l'institut de réflexion basé au Royaume-Uni, Chatham House. "Essaiera-t-il de faire croître l'économie, de réduire les inégalités et de trouver plus d'emplois ? Ou y aura-t-il une posture défensive avec une oppression accrue ?" poursuit-il.

Lors de son discours après la victoire, il a adopté un ton conciliant, en promettant "le dialogue et la concertation" et une attention particulière "aux attentes de la jeunesse". Il a également promis "un pays plus prospère et développé".

Mais les ressources pour y parvenir sont limitées.

L'Angola est le deuxième exportateur de pétrole d'Afrique subsaharienne mais il ne produit qu'environ 20% des produits raffinés dont il a besoin.

Et alors que la guerre en Ukraine a fait flamber les prix du pétrole, elle a aussi fait monter les prix alimentaires, annulant en partie les gains, note Justin Pearce.

Il devra aussi faire avec une opposition interne croissante, des cadres du parti ambitionnant de le remplacer à l'issue de son mandat pouvant vouloir se montrer plus critiques sur son action, relève M. Santana.

Source : Agence France-Presse

A Venise : Un documentaire sur le fascisme italien qui tombe à pic



La marche sur Rome", un documentaire sur l'arrivée au pouvoir des fascistes en Italie en 1922 présenté à la Mostra de Venise, prend une résonance toute particulière alors qu'un parti d'extrême droite est donné favori aux législatives organisées dans la péninsule fin septembre.

Dans ce documentaire présenté hors compétition au festival, qui a débuté mercredi, le réalisateur nord-irlandais Mark Cousins se concentre sur la manière dont le fascisme déforme la vérité, manipule l'opinion publique et promeut son propre récit.

Il dissèque l'habileté consommée avec laquelle Benito Mussolini, au pouvoir de 1922 à 1943, a utilisé ses films de propagande pour créer le mythe de la fameuse entrée de ses chemises noires dans la capitale italienne, connue dans les livres d'Histoire comme "la marche sur Rome", suivie de l'accession au pouvoir du dictateur.

Mark Cousins montre comment des prises de vue et un montage habiles peuvent contribuer à manipuler la réalité, n'hésitant pas à montrer des images de dirigeants populistes contemporains, soulignant ainsi que Mussolini n'a été qu'un précurseur dans l'utilisation d'images pour mobiliser les masses à travers un message promouvant le patriotisme, la force et l'héroïsme, à la différence qu'aujourd'hui ce sont les réseaux sociaux qui ont pris la place des films.

"Quand un cycle de fascisme recommence, il

ne recommence pas exactement de la même façon, mais dans un nouveau contexte", a-t-il expliqué après la projection. "Le fascisme s'adapte de manière quasi-darwinienne pour coller à son nouvel environnement".

Le film s'ouvre sur des images de l'ancien président américain Donald Trump défendant son recours, dans un tweet, à une citation de Mussolini.

On y voit aussi Giorgia Meloni, dont le parti d'extrême droite Fratelli d'Italia est en tête des intentions de vote pour le scrutin du 25 septembre, la leader du Rassemblement national français Marine Le Pen, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, le président brésilien Jair Bolsonaro ou encore son homologue russe Vladimir Poutine.

"De nouveaux acteurs jouent des rôles" dans le droit fil de l'héritage fasciste, commente la voix de Mark Cousins.

- "Un incendie" -

Meloni, qui se présente comme une mère chrétienne, nie être fasciste, mais le réalisateur rappelle comment en juin elle s'est exprimée en faveur du parti espagnol d'extrême droite Vox, dénonçant "le lobby LGBT" et la "violence islamiste" tout en mettant en avant "l'universalité de la Croix", symbole du christianisme.

"C'est un langage digne des croisades", commente le cinéaste. Ses déclarations sont "très proches du fascisme et de la théorie du grand remplacement", selon laquelle les populations

blanches et chrétiennes sont peu à peu remplacées par des musulmans à travers l'immigration.

Le documentaire analyse plan par plan le film "A noi" ("A nous") de Umberto Paradisi datant de 1923, qui a contribué à créer le mythe de la marche sur Rome en exagérant le nombre de chemises noires y participant et en masquant l'absence de Mussolini, qui n'y avait en fait pas pris part.

"C'est un mensonge qui est entré dans le répertoire", commente la voix du réalisateur. Le film montre alors des images de hordes de partisans de Trump prenant d'assaut le Capitole à Washington le 6 janvier 2021 pour dénoncer la victoire électorale "volée" à leur mentor.

Pour Mark Cousins, la désinformation se répand encore plus vite et plus largement aujourd'hui à cause d'internet.

"On ne pouvait pas atteindre un million de personnes en trois jours autrefois, mais aujourd'hui on peut", a-t-il déclaré à la presse, notant qu'un "incendie faisant rage est plus difficile à éteindre qu'un brasier brûlant à petit feu".

"Nous qui croyons en la démocratie et l'égalité et aux droits des minorités (...) nous pouvons éteindre l'incendie et nous avons le devoir de le faire."

Source : Agence France-Presse

Conflit russo-ukrainien : Vers le rétablissement du mur de Berlin ?



Dans le conflit qui oppose l'Ukraine et l'Occident à la Russie, chaque semaine apporte son lot d'escalade. Nous apprenons, en effet, qu'émerge en Europe l'idée de suspendre les visas européens pour les ressortissants russes. Selon ses initiateurs, cette mesure serait d'autant plus légitime qu'elle sanctionnerait l'opinion russe, accusée de soutenir Vladimir Poutine dans sa décision d'envahir l'Ukraine. « Le tourisme est un privilège, pas un droit, et ce privilège n'appartient pas aux citoyens d'un pays qui mène une guerre génocidaire contre l'Ukraine », a récemment déclaré la Première ministre estonienne, Kaja Kallas

Outre son côté excessif, cette proposition d'interdiction des visas pour les ressortissants russes semble contraire aux intérêts des européens, et même préjudiciable à leur crédibilité.

En effet, récemment encore une partie de la presse occidentale s'est évertuée à fragiliser Vladimir Poutine en expliquant que beaucoup de russes n'étaient favorables ni à sa gouvernance, ni à la guerre. On a, à cet effet, mis en avant que des milliers de russes avaient quitté leurs pays pour marquer leur opposition au conflit. Sans oublier les nombreux reportages

et articles consacrés à la journaliste russe, Marina Ovsianikova, qui avait interrompu une émission de journal télévisée en direct, avec des pancartes où on lisait : « Poutine est un assassin, ses soldats sont fascistes ». On remarque, de bout en bout, que l'opinion russe est tout sauf unanimement en faveur de la guerre - selon la presse européenne elle-même. Dès lors, à moins de remettre en cause la fiabilité de leurs propres journalistes, les européens qui suggèrent la suspension des visas pour les russes devraient répondre à cette question : Comment justifier l'idée de sanctionner tous les russes indépendamment de leurs opinions pro ou anti-guerre ?

Ensuite, si elle devait se concrétiser, cette suspension de visas porterait atteinte - quoiqu'on dise - à la liberté de mouvement, droit fondamental de l'homme. L'Europe, qui passe son temps à donner des leçons de droits de l'homme au reste de la planète, serait-elle prête à en devenir la risée ? Par ailleurs, du point de vue économique cette initiative priverait les pays européens d'importantes sources de recettes économiques. Car - faut-il le dire ? - le tourisme contribue beaucoup dans l'économie européenne. Tout porte à croire que, le jusqu'au-boutisme de certains

européens les conduisent à des propositions irréfléchies et tout sauf pragmatiques. Enfin, cette suspension des visas rétablirait pratiquement le mur de Berlin. « Quand l'Union soviétique s'est effondrée [...] l'idée c'était d'ouvrir les frontières pour que [...] les citoyens soviétiques puissent voir ce qui se passait à l'ouest. Donc, recréer un nouveau mur de Berlin c'est idéologiquement totalement stupide » a déclaré Thierry Mariani, député européen, qui ne cache pas son opposition à cette énième sanction contre la Russie.

Une chose est sûre, malgré leur accumulation, les sanctions ne semblent avoir aucun effet intimidant sur Poutine. Elles ne font que fragiliser les européens dont les dirigeants sont obligés de constater la fin des périodes d'« abondance », au moment où la Russie, elle, s'évertue à affaiblir le dollar et casser l'influence occidentale en Afrique notamment. A quand le retour de la raison, le choix de la diplomatie de la part des occidentaux et de la Russie, également ? Le reste du monde a trop payé pour une guerre qu'elle n'a ni demandé, ni provoqué.

■ Malik WOGO

Zimbabwe : La Fifa sanctionne pour harcèlement sexuel un responsable de l'arbitrage



Un ancien haut responsable de la Fédération zimbabwéenne de football (Zifa) a été banni de toute activité liée au ballon rond pendant cinq ans pour avoir sexuellement harcelé trois femmes arbitres, a annoncé jeudi la Fifa.

Dans cette affaire qui a éclaté en janvier, Obert Zhoya, ancien secrétaire général de la commission des arbitres de la Zifa, s'est par ailleurs vu infliger 20.000 francs suisses (20.440

euros) d'amende par la commission d'éthique de l'instance mondiale du football.

"Après avoir minutieusement analysé les déclarations écrites des victimes" et les preuves, la justice interne de la Fifa l'a reconnu "coupable d'abus de pouvoir et de harcèlement sexuel sur trois femmes arbitres de la Zifa", poursuit l'organisation dans un communiqué. Obert Zhoya, selon cette décision disciplinaire, a enfreint les articles 23 (protection de l'inté-

grité physique et morale), 25 (abus de pouvoir) et 13 (règles de conduite générales) du code d'éthique de la Fifa.

L'organisation n'a fourni aucun détail sur cette affaire et dévoilera les motifs de sa décision "sous 60 jours".

Source : Agence France-Presse





Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 cm n°2022-24/agg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 5000 techniciens impliqués dans notre vision, notre projet politique et notre programme électoral. Tous s'engagent à travailler ensemble pour le développement durable et prospère de notre pays.</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !</p>	<p>Le Mali s'assume : Le développement durable et la préservation de l'environnement Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence de presse sur le Bilan de l'année 2021 : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Essouffeur Mahamadou, son médiateur contesté !</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ !</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23